

(4)
(N° 375.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JUIN 1920.

Projet de loi accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La solution de l'importante question de l'octroi de la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique a fait, dès la libération du territoire national, l'objet des préoccupations du Gouvernement.

Le projet qui vous est soumis a été élaboré dans la partie organique, article 1^{er} à 29, par la commission consultative du Département de la Justice. En ce qui concerne la justification du projet, le Gouvernement se réfère au rapport ci-annexé de la commission consultative.

Les dispositions fiscales ainsi que les considérations ci-dessous qui les justifient sont l'œuvre du Département des Finances.

Le changement apporté par le projet au régime des associations sans but lucratif appelle nécessairement une modification à la législation fiscale en ce qui concerne les biens affectés au service de ces organismes.

Sous le régime actuel, la propriété des dits biens repose juridiquement sur la tête de personnes physiques interposées. Au décès de chacun des propriétaires apparents, l'État perçoit sur la valeur des biens, soit un droit de mutation entre vifs, soit un droit de succession, suivant que les titulaires du droit de propriété se trouvent ou non engagés dans les liens d'une fondation.

Dans le nouvel état de choses, ce sera dans le chef de l'association elle-même, personne morale, que reposera la propriété des biens et cette propriété restera immuable aussi longtemps que durera l'association. Les biens ne faisant plus l'objet de mutations, le Trésor se trouvera, par le fait, privé de la recette des droits d'enregistrement et de succession qu'il prélève actuellement. Il est juste et équitable de dédommager l'État de la perte d'impôt que lui causera l'institution du nouveau régime.

Tel est l'objet du titre III du projet, qui établit à la charge des établissements d'utilité publique et des associations sans but lucratif dotés de la personnalité civile une taxe annuelle et forfaitaire calculée sur la valeur de leurs biens.

Il va de soi que les institutions d'utilité publique et les associations sans but lucratif qui jouissent actuellement du privilège de la personnalité civile seront soumises au même régime fiscal que les institutions et les associations qui acquerront ce privilège en vertu de la loi dont le projet est soumis à vos délibérations.

L'article 40 du projet prévoit le transfert à l'abri de tout droit de mutation des biens qui seront affectés au service des institutions et associations susvisées à la date où la personnalité civile leur sera acquise. Une disposition analogue a été inscrite dans la loi du 12 août 1911, relative aux Universités de Bruxelles et de Louvain.

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Justice,

EM. VANDERVELDE.

ANNEXE.

RAPPORT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE.

I.

LES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF.

L'opinion publique paraît unanime en faveur de l'attribution de la personnalité juridique aux associations sans but lucratif. On reconnaît qu'à défaut de cette personnalité, ces associations ne peuvent s'acquitter qu'imparfaitement de la tâche qu'elles se proposent.

La législation de la plupart des États modernes leur a déjà conféré cet attribut nécessaire.

Mais on doit se demander si une loi organisant le régime des personnes morales serait véritablement complète, dans le cas où elle ne s'occuperait pas également de la personnalité juridique qui, dans certaines conditions, devrait être accordée aux *fondations ou établissements d'utilité publique* (pour employer une locution consacrée depuis longtemps par le droit administratif français).

A l'exemple de la plupart des États modernes, il convient de répondre affirmativement à cette question. En France, la loi et la jurisprudence distinguent entre les associations et les établissements d'utilité publique. Dans le code civil allemand et dans le code civil suisse, le législateur traite séparément des *associations et des fondations*. En Angleterre, la loi et la jurisprudence s'occupent des *corporations* et des *charities*.

Et puisque nous mentionnons le droit anglais, disons en passant que ce droit, trop peu connu sur le continent, nous offre, en matière de fondations, un ensemble de règles qui concilient, de la manière la plus heureuse, la liberté des particuliers avec le contrôle nécessaire de l'autorité publique.

Ce qui, sans aucun doute, a longtemps retardé dans notre pays une législation rationnelle et méthodique sur les personnes morales, ce sont les défiances qu'inspire à beaucoup d'esprits la personnalité civile elle-même, notion à laquelle on allie volontiers, sous l'empire de traditions fort anciennes, la notion redoutée de la main morte. Ces appréhensions se dissiperont aisément, si l'on consent à envisager la conception de la personnalité juridique avec calme, sans prévention et sans arrière-pensée. Il importe, en cette matière, de ne pas s'égarer dans des considérations étrangères au sujet, qu'elles soient d'ordre psychologique, physiologique, métaphysique ou même mystique.

La notion de la personnalité civile est essentiellement une notion juridique. C'est même une notion qui relève plus spécialement de la technique juridique.

C'est en somme un procédé destiné à fournir une protection suffisante, en les ramenant à l'unité, à des intérêts qui, sans cela, demeureraient fuyants et dispersés. Permettre à ces intérêts de se grouper, de revêtir la forme d'un organisme, pourvu d'une individualité juridique, c'est là tout le mystère de la personnification civile. Quant à la question de savoir si une semblable personnification est compatible avec l'intérêt général, il appartient à la loi de la trancher. L'intervention de la volonté suprême de l'État est ici indispensable, parce que la création d'une personne morale entraîne forcément l'affectation à des fins durables, sinon permanentes, de biens susceptibles de s'accumuler, et qu'une telle affectation, à raison des conséquences économiques et sociales qui en dérivent, ne saurait laisser les pouvoirs publics indifférents.

*
**

L'existence d'un patrimoine administré au profit d'une œuvre d'intérêt général, ou, si l'on veut, d'une œuvre dont l'accomplissement ne se confond pas avec l'intérêt particulier d'individus déterminés, tel est bien le caractère essentiel de toute personne morale qui ne rentre pas dans la catégorie des sociétés proprement dites.

L'affectation d'un patrimoine à un objet d'intérêt permanent peut évidemment se combiner avec la présence d'une association. Mais cet élément peut également se rencontrer chez des institutions qui n'exigent pas l'existence d'une association ; il suffit pour cela de la présence d'un patrimoine et d'administrateurs gérant ce patrimoine.

Cette dernière hypothèse est celle qui se réalise dans la fondation.

Bien que les associations sans but lucratif et les fondations (établissements d'utilité publique) présentent deux manifestations distinctes de la personnalité civile, on ne saurait toutefois établir entre elles une antithèse. Bien au contraire, on peut relever chez elles une étroite parenté, et, à vrai dire, des points qui leur sont communs.

Ce qu'elles ont de commun, c'est précisément l'affectation d'un patrimoine à des fins d'ordre général. Cela est tellement vrai que dans la pratique, et même dans le langage des juristes, il est parfois difficile de discerner si l'on se trouve en présence d'une association ou d'une institution d'utilité publique (fondation). Et l'on n'ignore point que les anciens légistes inclinaient à envelopper sous le nom de « corporation » (ou encore de « corps » et de « communautés ») toutes les personnes morales, quelles qu'elles fussent. Mais aujourd'hui — et depuis longtemps — la distinction entre les associations et les fondations s'est précisée, et l'on peut affirmer qu'elle répond à la nature des choses.

Il est assurément nécessaire d'établir un criterium satisfaisant entre les associations et les fondations. Ce criterium ne saurait être recherché dans les buts que poursuivent respectivement ces deux ordres d'organismes juridiques. Ces buts peuvent être semblables, et même identiques. Le criterium doit nous être fourni par la constitution de ces organismes. Une association suppose des associés, c'est-à-dire, non pas seulement des adhérents plus ou moins dispersés et qui prêtent à une œuvre un appui matériel, ou moral, mais bien une collectivité de personnes unies par des liens plus étroits et exerçant une influence directe, prépondérante,

sur les destinées de l'œuvre à laquelle l'association se consacre. Au contraire, l'établissement d'utilité publique (ou fondation) exige simplement la présence et l'activité d'administrateurs, seuls interprètes de la volonté de fondateurs disparus.

Il va sans dire que la différence qui vient d'être signalée est essentielle et qu'elle entraîne des conséquences très importantes au point de vue du fonctionnement de ces deux ordres d'institutions et du contrôle auquel ils doivent être soumis.

*
* * *

En matière d'association sans but lucratif la première question à résoudre est celle de savoir si une association de ce genre ne pourra jouir de la capacité juridique qu'en vertu d'une concession gouvernementale, ou si, au contraire, cette capacité doit lui appartenir de plein droit, dès l'instant où elle se conforme aux conditions prescrites par la loi.

Cette seconde solution, beaucoup plus libérale, et sanctionnée par la plupart des lois modernes, est certainement préférable.

Il y aurait de graves inconvénients à faire du Gouvernement l'arbitre des destinées d'une association. En dehors des responsabilités qu'il assumerait bien inutilement, il risquerait de s'exposer au reproche, bien ou mal fondé, de complaisance ou de malveillance. L'intervention de l'État dans chaque cas particulier se justifie aux yeux d'une théorie qui envisage toutes les personnes morales comme autant d'êtres artificiels et fictifs, redevables de leur existence à un acte créateur de l'autorité publique. Elle se justifie beaucoup plus difficilement aux yeux de la doctrine, actuellement dominante, qui considère les personnes morales comme des êtres réels, ce qui revient à dire que la capacité juridique doit être considérée comme un attribut dont certains organismes sont naturellement doués.

*
* * *

A compter du moment où une association sans but lucratif existe, il faut qu'elle puisse fonctionner librement, grâce au jeu régulier des organes qui la représentent. Ces organes sont l'assemblée générale et la direction. Leurs fonctions sont définies par les statuts. Leurs attributions essentielles doivent toutefois être réglées par des dispositions légales auxquelles il ne pourra être dérogé. A raison du rôle prépondérant qui, dans une association sans but lucratif, appartient à l'assemblée générale, il importe que la composition, le fonctionnement, les droits de cette assemblée soient définis par la loi avec précision. Les dispositions du projet sont conformes, à cet égard, aux principes qui constituent ce qu'il est permis d'appeler le droit commun des assemblées délibérantes. On remarquera que les statuts et les noms des administrateurs doivent être publiés au *Moniteur*, de même ce mode de publicité est requis en ce qui concerne les modifications aux statuts et les changements apportés au personnel des administrateurs.

L'association sans but lucratif ne peut jouir de la capacité juridique que si elle offre un caractère national bien tranché. C'est pourquoi le projet exige que les trois cinquièmes au moins des associés soient de nationalité belge.

Il se peut que les statuts d'une association sans but lucratif ne se conforment

pas aux prescriptions de la loi ou bien encore que la proportion d'étrangers y soit trop forte, ou, enfin, que les conditions de publicité auxquelles elle est soumise n'aient pas été exactement observées.

Dépouiller l'association, à cause de cela, du bénéfice de la personnalité civile, constituerait une sanction, nous ne disons pas trop rigoureuse, mais dont les effets pourraient être préjudiciables aux intérêts des tiers qui ont traité avec elle.

Dès lors le projet abandonne aux tiers la faculté de se prévaloir ou de ne pas se prévaloir de cette cause de nullité, c'est l'application d'un principe qui a déjà trouvé son expression dans les articles 4 et 41 de la loi sur les sociétés commerciales. Il est du reste à présumer que ces cas de nullité relative se présenteront bien rarement. Les associations sans but lucratif auront un intérêt majeur à se conformer à des exigences légales qui n'ont rien de vexatoire. En ce qui concerne spécialement leurs statuts, ils seront vraisemblablement conformes à des types d'une correction irréprochables, et que la pratique journalière — sinon même le Gouvernement — déterminera sans peine. C'est le phénomène qui s'est produit pour les sociétés mutualistes et pour les unions professionnelles.

* * *

Si la capacité juridique est une faculté dont il est juste qu'une association sans but lucratif soit pourvue, à l'exemple de ce qui existe depuis longtemps pour les sociétés commerciales, il convient d'ajouter qu'une telle faculté, précisément parce qu'elle entraîne l'affectation d'un patrimoine à des fins permanentes, impose à l'association des obligations envers la collectivité dont l'État est l'interprète et le représentant. L'État ne peut se désintéresser de la gestion d'un tel patrimoine. Il est tenu de veiller à ce qu'il ne soit pas détourné du but en vue duquel il a été constitué. En outre, il doit s'assurer que ce patrimoine ne prenne pas un développement excessif, de telle sorte que l'équilibre soit rompu entre les biens dont l'association dispose et l'œuvre qu'elle doit réaliser.

La gestion financière d'une association douée de la personnalité civile ne saurait échapper à toute espèce de contrôle et son existence ne doit pas être occulte.

Il importe toutefois, en pareille matière, de s'abstenir de toute intervention qui présenterait un caractère inquisitorial ou vexatoire, et qui, entourant l'association d'une défiance imméritée, risquerait de l'entraver dans l'exécution de la tâche qu'elle se propose. Il n'est pas nécessaire que ses actes soient, en principe, soumis à une approbation des pouvoirs publics, et bien que la publication annuelle de son bilan soit mesure qui pourrait invoquer en sa faveur des raisons très sérieuses, on doit néanmoins se demander si cette garantie est réellement indispensable et si elle ne sera pas considérée par beaucoup d'associations comme attentatoire à la liberté dont elles entendent jouir.

Il y a lieu de penser que la publicité de la gestion financière d'une association n'est effectivement nécessaire que lorsque cette association désire avoir la faculté d'accroître son patrimoine au moyen d'acquisitions à titre gratuit de libéralités.

On ne saurait lui refuser le droit de profiter de ce mode d'enrichissement, lequel, en bien des circonstances, est seul en mesure de lui fournir les ressources dont elle ne saurait se passer. Nul ne contestera que toute libéralité soit entre vifs, soit

testamentaire, dont voudrait bénéficier une association, doit être autorisée par les pouvoirs publics. C'est le droit commun pour les libéralités qui ne s'adressent pas à des particuliers. Mais il y a plus. Dès l'instant où une association désire pouvoir s'enrichir par un tel procédé, il est inadmissible que sa gestion financière se dérobe dans le mystère. Une association ne sera apte à recevoir des libéralités que si la publication annuelle de son bilan permet au public d'être éclairé sur l'importance de ses ressources et l'usage qu'elle en fait.

Par conséquent, une association sans but lucratif ne sera autorisée à recueillir un don ou un legs que si, depuis qu'elle existe comme personne civile, elle a fait régulièrement publier au *Moniteur* ses comptes annuels. Il se pourrait cependant qu'une association qui, dans le principe, n'aspirerait pas à recevoir des libéralités, désire ultérieurement jouir de cet avantage. Il est légitime de lui en procurer le moyen. Il lui suffira, pour cela, de publier, même en une fois, ses anciens bilans remontant jusqu'à l'époque où elle a juridiquement pris naissance. Et si cette époque doit être placée à plus de dix ans en arrière, la publication des dix derniers bilans annuels peut être considérée comme une garantie suffisante.

*
* *

De même qu'une association douée de la personnalité juridique est liée par un engagement contracté régulièrement en son nom, de même elle doit répondre des fautes qui sont imputables, soit à ses préposés, soit aux organes dans lesquels s'incarne sa volonté.

Ce point n'est plus contesté aujourd'hui et nul ne s'étonnera de voir une association condamnée à des dommages-intérêts. Mais si une condamnation à des dommages-intérêts apparaît comme suffisante pour des fautes qu'il est permis de qualifier de fautes de droit commun, il faut se demander s'il n'est pas pour les associations des infractions plus graves, et dont la répression exige des sanctions d'un ordre particulier.

Si la capacité juridique est conférée à une association sans but lucratif, c'est afin de lui permettre de réaliser l'œuvre en vue de laquelle elle s'est formée.

C'est à l'accomplissement de cette œuvre que sont affectés les biens qu'elle possède.

Si elle transgresse la loi de son institution, si elle donne aux biens qu'elle doit gérer une destination autre que celle qui est la raison d'être de cette gestion, ou, enfin, si elle emploie les ressources dont elle dispose pour des fins qui sont manifestement contraires à l'ordre public, on ne comprendrait pas qu'un pareil oubli de son mandat, et qu'une telle méconnaissance de la volonté du législateur, demeurent impunis. La dissolution de l'association à la requête, soit d'un intéressé (associé ou tiers), soit du ministère public, devient alors une sanction rigoureuse, mais nécessaire. Cette dissolution sera prononcée par le pouvoir judiciaire.

Les tribunaux pourraient toutefois estimer que la dissolution qu'on leur demande de prononcer constituerait, à raison des circonstances, une sanction d'une rigueur excessive. Il leur sera loisible de se borner à l'annulation de l'acte qui a motivé la demande en dissolution. Ils seront souverains appréciateurs des motifs qui, à leurs yeux, permettent de limiter de la sorte l'effet utile de la demande. Ils auront également à déterminer les conséquences qui dériveront d'une telle annulation.

Lorsqu'une association sans but lucratif a juridiquement cessé d'exister, il reste à régler le sort du patrimoine qu'elle détenait.

Cette question se rattache au problème plus vaste de la succession aux biens d'une personne morale.

Voilà longtemps déjà que le droit moderne incline à répudier, à cette matière, toute idée de confiscation. Il répugne à admettre que la suppression d'une personne morale laisse en quelque sorte à l'abandon une quantité plus ou moins considérable de biens, dont l'État sera libre de s'emparer à raison de ses droits sur les biens vacants et sans maître. La crainte — ou l'espoir — d'un tel résultat ont notablement contribué à fausser les idées sur la nature même de la personnalité civile.

La notion qui doit dominer ici, c'est que les biens d'une personne morale, parce qu'ils ont une affectation déterminée, doivent; autant que possible, conserver cette affectation lorsque la personne morale disparaît.

C'est la seule manière d'avoir égard à la volonté de ceux qui organisèrent la personne morale, ou qui l'enrichirent par la suite.

Il importe dès lors que les statuts de l'association déterminent le sort des biens pour le cas où elle cesserait d'exister.

Que la dissolution soit volontaire ou forcée, les dispositions des statuts doivent, sur ce point spécial, être respectées. Si les statuts sont muets à cet égard — chose peu vraisemblable — il appartiendra au Gouvernement de régler le sort des biens en les affectant à des œuvres se rapprochant de celles dont l'association disparue entendait assurer la réalisation.

II.

LES ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Il faut entendre par établissement d'utilité publique ou par fondation, une institution qui existe en vue d'un objet d'intérêt général, mais dont la création est due à l'initiative de particuliers, et que des particuliers administrent.

Il n'y a point d'opposition, ni même de distinction radicale, entre une association sans but lucratif et un établissement d'utilité publique. Leurs points de contact sont nombreux. L'association et la fondation sont organisées l'une et l'autre en vue d'un but durable et désintéressé.

La différence réside avant tout dans la diversité des procédés auxquels on a recours pour atteindre la fin qu'on se propose. Ce procédé, c'est dans un cas, la présence d'une collectivité vivante et active qui préside aux destinées de l'œuvre; c'est, dans l'autre cas, la présence d'administrateurs, seuls interprètes de la volonté de fondateurs disparus.

Lorsqu'une œuvre dépend d'une association, celle-ci est juridiquement propriétaire des biens affectés à cette œuvre, et, sous la réserve, bien entendu, d'une telle affectation. Cette qualité de propriétaire lui permet d'exercer un contrôle efficace et constant sur la gestion de l'œuvre. Lorsqu'il n'y a point d'association, la propriété des biens ne repose plus que sur une abstraction, et dès lors, il faut chercher ailleurs le contrôle dont la gestion de l'œuvre ne peut être affranchie. En d'autres

termes, dans l'hypothèse d'une association, nous avons affaire à une volonté toujours actuelle, à laquelle il est légitime de faire confiance; dans l'hypothèse d'une fondation, nous avons affaire, après l'acte créateur, à une volonté ancienne, dont l'interprétation ultérieure doit être entourée de garanties suffisantes.

Les établissements d'utilité publique, plus encore que les associations sans but lucratif, doivent être protégés, et, dans une certaine mesure, surveillés. C'est de cette double idée de protection et de surveillance que procède le régime que le projet de loi propose d'instituer en faveur des fondations.

Il doit être loisible à l'initiative privée de créer un établissement d'utilité publique. Mais cette liberté ne saurait être absolue. C'est ce qui explique que le projet de loi réserve au Gouvernement le droit d'autoriser ou de ne pas autoriser la fondation. Le Gouvernement doit également en approuver les statuts. Il faut espérer qu'il rédigera pour les statuts des établissements d'utilité publique des types ou modèles, dont l'observation procurera à l'œuvre un maximum de sécurité.

Des établissements d'utilité publique peuvent être institués pour des objets extrêmement divers. Néanmoins il n'est pas désirable d'éviter toute espèce de détermination en cette matière, et de laisser la fantaisie des particuliers se manifester avec un arbitraire absolu. Sans doute, le Gouvernement exerce ici un pouvoir de contrôle; mais il est bon que la volonté même du Gouvernement ne se déploie que dans des limites tracées avec précision. Sans vouloir dresser une nomenclature minutieuse, des objets qui sont de nature à motiver l'existence d'une fondation, il est convenable que la loi établisse les cadres dans lesquels les fondations doivent se maintenir. Les cadres qui paraissent essentiels sont les suivants : la philanthropie, la religion, la science, l'art, l'enseignement. Que si, à un moment donné, cette énumération semble insuffisante au législateur, il lui sera évidemment loisible d'y ajouter de nouveaux termes.

*
* * *

Puisqu'il va dépendre de la volonté d'un particulier de créer un établissement d'utilité publique, soit par un acte entre vifs, soit par un testament, on ne saurait admettre que les héritiers du fondateur possèdent la faculté de rendre inopérantes les intentions de celui-ci. Le projet de loi prescrit à cet égard certaines précautions.

D'autre part, la création d'un établissement d'utilité publique ne peut faire échec aux droits soit des créanciers du fondateur, soit de ses héritiers réservataires. Si des tentatives de ce genre se produisaient, la fraude doit pouvoir être déjouée. Les intéressés pourront s'adresser aux Tribunaux et si la dissolution de l'établissement avec la liquidation de ses biens apparaît alors comme sanction nécessaire, le pouvoir judiciaire aura la faculté d'y recourir.

*
* * *

La publicité de la gestion financière de l'établissement d'utilité publique, la nécessité d'une autorisation gouvernementale, pour les libéralités qui lui sont adressées, constituent des mesures de précaution qui se comprennent d'elles-mêmes et qui n'ont pas besoin de justification.

*
* * *

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique à la différence des administrateurs d'une association sans but lucratif, n'ont pas à répondre de leurs actes envers une assemblée générale, vis-à-vis de laquelle leur situation est celle d'un mandataire. Leur désignation présente par conséquent une importance particulière.

Elle doit, au moment où l'établissement prend naissance, être l'œuvre de l'acte de fondation. La fondation leur survivra et ils devront, tôt ou tard, être remplacés. A quel procédé aura-t-on recours en pareil cas? C'est un point que devront nécessairement régler les statuts. Le remplacement des administrateurs manquants par les soins des administrateurs en fonctions (c'est le système dit de la « cooptation ») est incontestablement une solution acceptable. Mais ce n'est pas la seule solution possible. Les statuts pourront confier à une autorité publique le droit de désigner les administrateurs de la fondation.

Ce droit pourra également être attribué à un groupe de particuliers, pourvu que ce groupe soit défini avec une précision suffisante.

Un établissement d'utilité publique doit son existence à la volonté de ses fondateurs. C'est leur pensée, ce sont leurs vues d'avenir qu'il traduit et dont il fait une réalité. Il ne suit pas de là que les générations qui se succèdent doivent rester étrangères à la direction de la fondation. Les fondateurs peuvent, au contraire, désirer qu'elles y participent. Il semblera tout naturel que des groupements composés de personnes déterminées puissent être appelés, sous des formes qui peuvent d'ailleurs varier, à désigner ceux qui doivent administrer l'œuvre. Cette prérogative pourrait être réservée, par exemple, à tel ou tel pouvoir public, à des adhérents, à des souscripteurs, à telle ou telle collectivité, et cela dans des conditions à déterminer par les statuts. Qu'on ne s'imagine pas qu'en pareil cas on en revienne au régime des associations sans but lucratif. La différence demeure considérable. L'association est légalement propriétaire des biens affectés à l'œuvre; l'assemblée générale qui la personnifie est l'autorité suprême dont cette œuvre relève. La circonstance qu'une agrégation de personnes, qu'une collectivité plus ou moins nombreuse doit occasionnellement être écoutée, lorsqu'il s'agit de nommer des administrateurs, ne fait pas sortir l'institution de la catégorie des établissements d'utilité publique.

*
* *
*

Il peut arriver que les administrateurs d'une fondation s'acquittent imparfaitement du mandat qui leur a été conféré, qu'ils laissent périliter les intérêts dont ils ont la garde, qu'ils impriment à l'œuvre une orientation qui est en désaccord avec la volonté des fondateurs, ou qui, peut être, est contraire à l'ordre public. En pareil cas, des sanctions s'imposent. Lorsqu'une association sans but lucratif se rend coupable d'écarts présentant une réelle gravité, comme elle est maîtresse de l'œuvre, et qu'elle assume de ce chef une responsabilité en quelque sorte indéfinie, il se conçoit que la sanction puisse consister dans sa dissolution et dans l'attribution de ses biens à un autre organisme. Mais il serait peu équitable que les erreurs d'un administrateur dussent entraîner la suppression d'un établissement d'utilité publique. Ce serait, en quelque façon, punir les fondateurs pour les fautes dont se sont rendus coupables des mandataires temporaires, qui, selon toute vraisemblance,

ont trahi leurs intentions. La sanction qui apparaît alors comme la plus rationnelle consiste dans le remplacement, grâce à l'initiative du Gouvernement, des administrateurs en défaut.

L'intervention du pouvoir judiciaire entourera une telle mesure de toutes les garanties d'impartialité désirables.

* * *

Il peut enfin se rencontrer une hypothèse dans laquelle le maintien d'un établissement d'utilité publique ne se justifie plus. On peut supposer que l'objet en vue duquel l'institution a été créée a entièrement ou presque entièrement disparu. L'institution repose en quelque sorte sur le vide. Sans doute, si le Gouvernement était seul appréciateur d'une situation de ce genre, le péril d'une confiscation possible obsèderait probablement certains esprits. Ces appréhensions n'ont plus de raisons d'être si les tribunaux sont appelés à se prononcer, à la suite d'un débat contradictoire, sur les raisons qui pourraient motiver la suppression de l'institution.

Il y a lieu de remarquer, au surplus, que, même dans ce cas, toute idée de confiscation doit être écartée. Les biens de l'établissement qui a cessé d'exister, recevront la destination prévue par les statuts ou seront tout au moins attribués à une institution du même ordre.





PROJET DE LOI

accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et Notre Ministre de la Justice, sont chargés de présenter, en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

Des associations sans but lucratif.

ARTICLE PREMIER.

Est douée de la personnalité civile toute association sans but lucratif, politique, religieuse, scientifique, artistique, pédagogique, de bienfaisance, d'agrément ou autre dont les statuts ont été publiés par le *Moniteur*.

Cette personnalité lui sera acquise à compter du jour où les noms, pro-

WETSONTWERP

waarbij aan de vereenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, en Onze Minister van Justitie zijn gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE TITEL.

Vereenigingen zonder winstgevend doel.

EERSTE ARTIKEL.

Rechtspersoonlijkheid geniet elke, geen winstgevend doel nastrevende, vereeniging op gebied van politiek, godsdienst, wetenschap, kunst, opvoedkunde, weldadigheid, vermaak of elk ander gebied, waarvan de statuten door het *Staatsblad* bekend gemaakt werden.

Zij bezit die rechtspersoonlijkheid te rekenen van den dag waarop de

essions, domiciles de ses administrateurs désignés en conformité des statuts, auront été publiés par le *Moniteur*.

Est considérée comme ayant un but lucratif toute association qui se livre à des opérations industrielles ou commerciales, ou qui cherche à procurer à ses membres un gain matériel.

ART. 2.

Les statuts d'une association sans but lucratif doivent mentionner :

1. La dénomination et le siège de l'association. Ce siège est nécessairement en Belgique.

2. L'objet ou les objets en vue desquels elle est formée.

3. Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des membres.

4. Les attributions et le mode de convocation de l'assemblée générale, ainsi que les conditions dans lesquelles ses résolutions seront portées à la connaissance des associés et des tiers.

5. Le mode de nomination et les pouvoirs des administrateurs.

6. Le taux des cotisations ou des versements à effectuer par les membres de l'association.

7. Le mode de règlement des comptes.

8. Les règles à suivre pour modifier les statuts.

9. L'emploi du patrimoine de l'association dans le cas où celle-ci serait dissoute.

10. Dans le cas d'omission dans les statuts de l'un ou l'autre des points énumérés ci-dessus, l'association ne pourra se prévaloir de la personnalité civile à l'égard des tiers, lesquels

namen, met beroep en woonplaats, van hare overeenkomstig de statuten aangewezen beheerders door het *Staatsblad* bekendgemaakt werden.

Wordt beschouwd als eene vereeniging met winstgevend doel, elke vereeniging die nijverheids- of handelszaken doet, of die tracht een stoffelijk voordeel aan hare leden te verschaffen.

ART. 2.

De statuten eener vereeniging zonder winstgevend doel moeten bepalen :

1. De benaming der vereeniging en de plaats waar zij haren zetel heeft. Die zetel moet noodzakelijk in België zijn.

2. Het doel of de doeleiden voor dewelke zij is opgericht.

3. De voorwaarden gesteld op het toetreden en het uittreden der leden.

4. De bevoegdheden der algemeene vergadering en de wijze waarop deze wordt bijeengeroepen, alsmede de voorwaarden waarin hare besluiten ter kennis van de leden en van derden worden gebracht.

5. De wijze waarop de beheerders worden benoemd en dezer bevoegdheden.

6. Het bedrag der bijdragen of der stortingen, waartoe de leden der vereeniging verplicht zijn.

7. De wijze waarop rekening en verantwoording moet gedaan.

8. De te volgen regelen voor het wijzigen van de statuten.

9. De bestemming van het vermogen der vereeniging in geval deze wordt ontbonden.

10. Wanneer een of ander der hooger opgesomde punten niet voorkomt in de statuten, kan de vereeniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die

auront toutefois la faculté d'en faire état contre l'association.

ART. 3.

Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants :

1. La constitution de l'association.
2. L'obtention de la personnalité civile par la publication des statuts au *Moniteur*.
3. L'approbation et la modification des statuts.
4. La nomination et la révocation des administrateurs.
5. L'approbation des budgets et des comptes.
6. La dissolution de la société.

ART. 4.

L'assemblée doit être convoquée par les administrateurs dans les cas prévus par les statuts, et, en outre, lorsqu'un cinquième des associés en fait la demande.

ART. 5.

L'assemblée générale peut modifier les statuts de l'association. Pour délibérer valablement sur cet objet, elle doit réunir les deux tiers des membres, et aucune modification ne peut être adoptée si ce n'est à la majorité des deux tiers des voix. Toutefois, si cette modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, elle ne sera valable que si elle est votée par l'unanimité des membres présents à l'assemblée.

Toute modification aux statuts de-

echter wel gerechtigd zijn deze in te roepen tegenover de vereeniging.

ART. 3.

Voor de volgende zaken wordt een besluit der algemeene vergadering gëeischt :

1. Het stichten der vereeniging.
2. Het bekömen der rechtspersoonlijkheid door bekendmaking der statuten in het *Staatsblad*.
3. Het goedkeuren en wijzigen van de statuten.
4. Het benoemen en afzetten der beheerders.
5. Het goedkeuren der begrootingen en der rekeningen.
6. Het ontbinden der vereeniging.

ART. 4.

De vergadering moet door de beheerders bijeengeroepen worden in de door de statuten voorziene gevallen en bovendien wanneer één vijfde der leden zulks vraagt.

ART. 5.

De algemeene vergadering kan wijzigingen toebrengen aan de statuten der vereeniging. Om daarover op geldige wijze te beraadslagen moeten de twee derden der leden op de vergadering aanwezig zijn, en tot geen wijziging kan worden besloten tenzij met eene meerderheid van twee derden der stemmen. Wanneer deze wijziging echter een der doeleinden betreft, voor dewelke de vereeniging werd gesticht, is zij slechts geldig wanneer zij bij eenparigheid door de ter vergadering aanwezige leden wordt goedgekeurd.

Elke wijziging in de statuten moet,

vra, dans le mois de sa date, faire l'objet d'une publication au *Moniteur*.

Il en est de même de toute nomination, démission ou révocation d'un administrateur.

ART. 6.

La liste des membres de l'association doit, chaque année, être publiée au *Moniteur* dans le courant du mois de décembre.

Cette liste mentionnera la nationalité et le domicile des associés.

ART. 7.

En l'absence des publications prescrites par la loi, ou si les associés ne sont pas, pour les trois cinquièmes au moins, de nationalité belge, l'association ne pourra se prévaloir de la personnalité civile à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté de faire état contre elle.

ART. 8.

Tous les membres de l'association doivent être convoqués aux assemblées générales. L'ordre du jour doit être joint à cette convocation. Toute proposition, signée d'un nombre de membres égal au vingtième du nombre figurant dans la dernière liste annuelle, doit être portée à l'ordre du jour.

Les associés pourront se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, membre de la société.

ART. 9.

Tous les associés ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale.

binnen ééne maand nadat er toe besloten is, door het *Staatsblad* bekend gemaakt worden.

Hetzelfde geldt voor elke benoeming, aftreding of afzetting van een beheerder.

ART. 6.

Jaarlijks moet de lijst van de leden der vereeniging in den loop der maand December door het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

Deze lijst moet de nationaliteit en de woonplaats der leden vermelden.

ART. 7.

Hebben de bij de wet voorgeschreven bekendmakingen niet plaats gehad, of bezitten ten minste drie vijfden der leden niet de Belgische nationaliteit, dan kan de vereeniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die echter wel gerechtigd zijn deze in te roepen tegenover de vereeniging.

ART. 8.

Alle leden der vereeniging moeten voor de algemeene vergaderingen oproepen worden. De dagorde moet bij den oproepingsbrief gevoegd zijn. Elk voorstel, dat ondertekend is door een aantal leden, bedragende het twintigste deel van het op de laatste jaarlijksche lijst voorkomend aantal, moet op de agenda worden gebracht.

De leden kunnen zich op algemeene vergadering laten vertegenwoordigen door een gevolmachtigde, lid der vereeniging.

ART. 9.

Alle leden hebben gelijk stemrecht op de algemeene vergadering. De be-

Les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.

Les résolutions ne peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément. Toutefois, cette dérogation n'est pas applicable aux propositions ayant pour but une modification des statuts.

ART. 10.

Tout membre d'une association sans but lucratif est libre de s'en retirer en adressant sa démission aux administrateurs. Est réputé démissionnaire l'associé qui ne paye pas les cotisations qui lui incombent.

L'exclusion d'un associé ne peut être prononcée que par l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix. L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées.

ART. 11.

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans des actes judiciaires et extrajudiciaires.

Il est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

sluiten worden genomen bij meerderheid der stemmen van de aanwezige leden, behalve in de gevallen waarin de statuten of de wet het anders voorzien.

Bij het nemen van besluiten mag niet van de agenda afgeweken worden, tenzij de statuten zulks uitdrukkelijk toelaten. Deze afwijking is echter niet toepasselijk op de voorstellen die ten doel hebben een wijziging in de statuten aan te brengen.

ART. 10.

Elk lid eener vereeniging zonder winstgevend doel heeft de vrijheid zich terug te trekken door het indienen van zijn ontslag bij de beheerders. Wordt geacht ontslag te hebben genomen, elk lid dat de verschuldigde bijdragen niet betaalt.

De uitsluiting van een lid kan slechts door de algemeene vergadering en met meerderheid van de twee derden der stemmen uitgesproken worden. Het lid dat ontslag neemt of dat wordt uitgesloten, kan geen recht doen gelden op het maatschappelijk bezit en kan niet de teruggave eischen van de door hem betaalde bijdragen.

ART. 11.

De beheerraad leidt de zaken der vereeniging en vertegenwoordigt deze bij elke gerechtelijke en buitengerechtelijke akte.

Hij dient jaarlijks de verantwoording over het verlopen dienstjaar en de begroting voor het volgende dienstjaar aan de goedkeuring der algemeene vergadering te onderwerpen.

ART. 12.

L'association est responsable des fautes qui sont imputables, soit à ses préposés, soit aux organes par lesquels s'exerce sa volonté.

ART. 13.

Toute libéralité entre vifs ou testamentaire, au profit d'une association sans but lucratif devra être autorisée par le Gouvernement.

Cette autorisation ne pourra être accordée à une association que si elle a préalablement fait publier au *Moniteur* ses comptes annuels depuis sa création ou tout au moins ses comptes se rapportant aux dix derniers exercices annuels.

Le paiement par les associés des cotisations annuelles prévues par les statuts n'est pas considéré comme une libéralité.

ART. 14.

Sera dissoute judiciairement à la requête, soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit du Ministère Public, l'association qui serait hors d'état de remplir les engagements qu'elle a assumés, qui affecterait son patrimoine ou les revenus de son patrimoine à des objets autres que ceux en vue desquels elle a été constituée, ou qui, enfin, contreviendrait gravement, soit à ses statuts, soit à la loi, soit à l'ordre public.

Toutefois, le tribunal pourra, sur une demande tendant à la dissolution

ART. 12.

De vereeniging is aansprakelijk voor de misgrepen die, hetzij den door haar aangestelden personen, hetzij den organen waardoor haar wil wordt uitgevoerd, ten laste kunnen gelegd worden.

ART. 13.

Tot elke schenking onder de levenden of bij uiterste wilsbeschikking gedaan ten bate eener vereeniging zonder winstgevend doel, moet door de Regeering machtiging worden verleend.

Die machtiging kan slechts verleend worden, indien de vereeniging vooraf hare jaarlijksche verantwoording en rekening, vanaf den datum harer oprichting, of althans over de laatste tien dienstjaren, in het *Staatsblad* heeft bekendgemaakt.

De betaling van de jaarlijksche door de statuten bepaalde bijdragen der leden geldt niet als eene schenking.

ART. 14.

De vereeniging, die niet in staat is de verplichtingen na te komen die zij op zich genomen heeft, die haar vermogen of de inkomsten van haar vermogen aanwendt tot andere doeleinden dan die voor dewelke zij werd opgericht, of die, ten slotte, zich aan zware overtreding schuldig maakt van hare statuten, van de wet of van de openbare orde, wordt, op vordering van een lid, van een belanghebbende derde of van het Openbaar Ministerie, door de rechterlijke macht ontbonden.

Bij een verzoek tot ontbinding kan de rechtbank zich echter bepalen tot

de l'association, se borner à prononcer l'annulation de l'acte incriminé.

Le jugement qui prononcera l'annulation d'une association sans but lucratif sera susceptible d'appel.

Toute décision judiciaire prononçant la dissolution d'une association sans but lucratif devra être publiée au *Moniteur*.

ART. 15.

L'assemblée générale ne pourra prononcer la dissolution de l'association qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

La liquidation s'opérera dans ce cas par les soins d'un liquidateur ou de liquidateurs qui exerceont leurs fonctions soit par application des statuts, soit en vertu d'une résolution de l'assemblée générale, soit à défaut, en vertu d'une décision de justice rendue à la requête de tout intéressé.

Les résolutions de l'assemblée générale relatives à la dissolution de l'association, aux conditions de la liquidation et à la désignation des liquidateurs seront publiées au *Moniteur*, ainsi que les noms, professions et adresses des liquidateurs. Ceux-ci devront avertir individuellement les créanciers et ayants droit pour qu'ils puissent faire valoir leurs réclamations en temps utile.

Seront également publiées au *Moniteur* les décisions de justice nommant des liquidateurs.

ART. 16.

En cas de dissolution volontaire d'une association sans but lucratif, ses

de nietigverklaring der aangeklaagde akte.

Van elk vonnis, waarbij de ontbinding eener vereeniging zonder winstgevend doel wordt uitgesproken, kan in hooger beroep gegaan worden.

Elke gerechtelijke beslissing, waarbij de ontbinding eener vereeniging zonder winstgevend doel wordt uitgesproken, moet door het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

ART. 15.

De algemeene vergadering kan slechts bij meerderheid van twee derden der aanwezige leden tot de ontbinding der vereeniging besluiten.

In dit geval geschiedt de vereffening door een of meer vereffenaars, die daarmee worden belast hetzij door toepassing der statuten, hetzij krachtens een besluit der algemeene vergadering, hetzij, bij gebreke daarvan, krachtens op eene verzoek van een belanghebbende uitgesproken gerechtelijke beslissing.

De besluiten der algemeene vergadering betreffende de ontbinding der vereeniging, de voorwaarden der vereffening en de benoeming der vereffenaars, alsmede de namen met beroep en woonplaats, van die vereffenaars, worden door het *Staatsblad* bekendgemaakt. De vereffenaars moeten de schuldeischers en rechthebbenden elk in het bijzonder verwittigen opdat zij hunne eischen tijdig zouden kunnen doen gelden. De gerechtelijke beslissingen waarbij de vereffenaars worden benoemd, worden eveneens door het *Staatsblad* bekendgemaakt.

ART. 16.

In geval van vrijwillige ontbinding eener vereeniging zonder winstgevend

biens devront recevoir la destination prévue par les statuts. Si les statuts sont muets à cet égard, l'assemblée règlera, sous l'approbation du Gouvernement, l'affectation des biens. En cas d'inaction de l'assemblée générale, où s'il y a désaccord entre elle et le Gouvernement, celui-ci donnera aux biens une destination se rapprochant autant que possible du but en vue duquel l'association a été constituée.

Il ne pourra être fait emploi de l'actif qu'après l'acquittement du passif.

ART. 17.

En cas de dissolution judiciaire d'une association sans but lucratif le Tribunal désignera un ou des liquidateurs qui, après l'acquittement du passif, détermineront sous l'approbation du Gouvernement, la destination des biens. Cette détermination sera celle que prévoient les statuts. Dans le cas de silence des statuts, le Gouvernement donnera aux biens une affectation qui se rapprochera autant que possible de l'objet en vue duquel l'association a été créée.

TITRE II.

Des établissements d'utilité publique.

ART. 18.

Toute personne peut, moyennant l'approbation du Gouvernement, affecter par un acte authentique, tout ou partie de ses biens à la création d'un

doel, moet aan hare goederen de door de statuten voorziene bestemming gegeven worden. Wordt daarvan in de statuten geen gewag gemaakt, dan wordt de bestemming der goederen, onder nadere goedkeuring der Regeering, door de algemeene vergadering geregeld. Neemt de algemeene vergadering geene beslissing of is de Regeering het met haar niet eens, dan geeft de Regeering aan de goederen eene bestemming, die zooveel mogelijk overeenstemt met het doel voor hetwelk de vereeniging werd gesticht.

Van het actief kan slechts gebruik gemaakt worden na vereffening van het passief.

ART. 17.

Wordt eene vereeniging door den rechter ontbonden, dan stelt de rechtbank een of meer vereffenaars aan die, na vereffening van het passief, de bestemming der goederen vaststellen onder nadere goedkeuring der Regeering. Die bestemming kan geen andere zijn dan die welke door de statuten wordt voorzien. Zwijgen de statuten dienaangaande, dan geeft de Regeering aan de goederen eene bestemming die zooveel mogelijk overeenkomt met het doel voor hetwelk de vereeniging werd gesticht.

TITEL II.

Instellingen van openbaar nut.

ART. 18.

Elk persoon mag, mits nadere goedkeuring door de Regeering, al zijne goederen of een deel daarvan, bij authentieke akte bestemmen voor het

établissement d'utilité publique doué de la personnalité civile.

Est réputée institution d'utilité publique toute institution qui, à l'exclusion de la poursuite d'un gain matériel tend à la réalisation d'une œuvre d'un caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique.

ART. 19.

La validité de toute donation authentique faite en vue de créer un établissement d'utilité publique et communiquée au Gouvernement aux fins d'approbation ne pourra être contestée par les héritiers et ayant cause du donateur.

Si la création de l'établissement d'utilité publique résulte d'un acte de dernière volonté, le testateur pourra désigner un exécuteur testamentaire ayant la saisine, chargé de réaliser ses intentions et, à défaut d'exécuteur testamentaire, ou en cas d'inaction de celui-ci, un arrêté royal prescrira les mesures nécessaires à l'exécution du testament.

En cas d'approbation par le Gouvernement, et sauf la volonté contraire du fondateur, les droits de l'établissement d'utilité publique remonteront soit au jour où l'acte de fondation aura été communiqué au Gouvernement, soit au jour du décès du fondateur.

ART. 20.

La personnalité civile ne sera conférée à une institution que si ses sta-

oprichten eener instelling van openbaar nut, die rechtspersoonlijkheid geniet.

Instelling van openbaar nut wordt geacht elke instelling die, met uitsluiting van stoffelijk winsbejag, de verwezenlijking nastreeft van een werk op gebied van philanthropie, godsdienst, wetenschap, kunst, opvoedkunde.

ART. 19.

De erfgenamen en de rechtverkrijgenden van den begiftiger kunnen de geldigheid niet betwisten van eene met het oog op het stichten eener instelling van openbaar nut gedane schenking, die aan de Regeering ter goedkeuring is voorgelegd.

Indien de oprichting eener instelling van openbaar nut het gevolg is eener beschikking bij uitersten wil, kan de erflater een testamentuitvoerder met bezitrecht benoemen, dewelke met de uitvoering zijner inzichten is belast, en bij gebreke van een testamentuitvoerder of wanneer deze niet optreedt, worden, bij koninklijk besluit, de noodige maatregelen voorgeschreven ter uitvoering van het testament.

Indien de schenking door de Regeering wordt goedgekeurd, gelden, behalve wanneer de stichter er anders over beschikt, de rechten der instelling van openbaar nut hetzij vanaf den dag waarop de stichtingsakte aan de Regeering werd overgemaakt, hetzij vanaf den dag waarop de stichter overleden is.

ART. 20.

Aan eene instelling wordt slechts rechtspersoonlijkheid verleend indien

tuts sont approuvés par le Gouvernement.

Les statuts doivent nécessairement mentionner :

1. L'objet ou les objets en vue desquels l'institution est créée.

2. Le siège de l'institution, lequel doit nécessairement se trouver en Belgique.

3. Les noms, professions et domiciles des administrateurs, ainsi que le mode selon lequel de nouveaux administrateurs seront désignés ultérieurement.

4. La destination des biens au cas où l'institution viendrait à disparaître. Ils sont publiés au *Moniteur*.

Est également publiée au *Moniteur* toute nomination, démission ou révocation d'un administrateur.

A moins d'un accord entre le Gouvernement et la majorité des administrateurs en fonctions, les statuts d'un établissement d'utilité publique ne pourront être modifiés que par la loi.

ART. 21.

Les statuts d'un établissement d'utilité publique pourront décider que les administrateurs qui cessent d'exercer leur mandat seront remplacés par les soins des administrateurs demeurés en fonctions, ou encore que les administrateurs seront, en cas de vacance, désignés soit par une autorité publique, soit par des particuliers, soit par une ou des collectivités de particuliers, dans les conditions que les statuts spécifient.

hare statuten door de Regeering goedgekeurd zijn.

De statuten moeten noodzakelijk bepalen :

1. Het doel of de doeleinden waarvoor de instelling is opgericht.

2. De plaats waar de instelling haar zetel heeft; deze moet noodzakelijk in België zijn.

3. De naam, met beroep en woonplaats, der beheerders, alsmede de wijze waarop nieuwe beheerders in het vervolg zullen benoemd worden.

4. De bestemming der goederen in geval de instelling ophoudt te bestaan.

De statuten worden door het *Staatsblad* bekendgemaakt.

Elke benoeming, aftreding of afzetting van een beheerder wordt insgelijks door het *Staatsblad* bekendgemaakt.

Behalve wanneer de Regeering en de meerderheid der fungeerende beheerders het eens zijn, kunnen de statuten eener instelling van openbaar nut slechts door de wet gewijzigd worden.

ART. 21.

De statuten eener instelling van openbaar nut kunnen bepalen dat in de vervanging van beheerders, die ophouden hun mandaat te vervullen, door de nog fungeerende beheerders wordt voorzien, of dat, in geval van vacature, de beheerders, 't zij door een openbaar bestuur, 't zij door particulieren, 't zij door eene of meer collectiviteiten van particulieren, in de door de statuten gestelde voorwaarden, worden benoemd.

ART. 22.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique sont tenus de communiquer au Gouvernement dans les deux premiers mois de l'année, le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Le compte et le budget devront être publiés au *Moniteur*.

ART. 23.

Toute libéralité entre vifs et testamentaire adressée à un établissement d'utilité publique doit être autorisée par le Gouvernement.

ART. 24.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique ont les pouvoirs qui leurs sont conférés par les statuts. Ils représentent l'établissement dans les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Les biens de l'établissement répondent des engagements contractés en son nom.

ART. 25.

L'établissement d'utilité publique est civilement responsable des actes et omissions qui sont imputables soit à ses préposés, soit à ceux qui personnifient l'œuvre en vue de laquelle l'institution a été créée.

ART. 26.

Le Gouvernement veille à ce que les biens d'un établissement d'utilité publique soient affectés à l'objet pour

ART. 22.

Binnen de eerste twee maanden van elk jaar dienen de beheerders eener instelling van openbaar nut de rekening en verantwoording over het verlopen dienstjaar en de begroting voor het volgend dienstjaar ter kennis van de Regeering te brengen.

De rekening en verantwoording en de begroting moeten door het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

ART. 23.

Voor elke schenking onder de levenden en bij uiterste wilsbeschikking ten bate eener instelling van openbaar nut moet door de Regeering machtiging worden verleend.

ART. 24.

De beheerders eener instelling van openbaar nut hebben de bevoegdheden, die hun door de statuten worden toegekend. Zij vertegenwoordigen de instelling bij gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

De goederen der instelling blijven borg voor de in haar naam aangegane verbintenissen.

ART. 25.

Eene instelling van openbaar nut is burgerlijk verantwoordelijk voor de daden en verzuimen die ten laste kunnen gelegd worden van de door haar aangestelde personen, of van degene die het werk belichamen voor hetwelk de instelling werd opgericht.

ART. 26.

De Regeering ziet na dat de goederen eener instelling van openbaar nut gebruikt worden voor het doel waar-

lequel l'institution a été créée. Si les biens sont détournés de leur destination, si les administrations font preuve de négligence ou d'impéritie, s'ils ne remplissent pas les obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les statuts, s'ils disposent des biens de l'institution pour des fins contraires à l'ordre public, le Ministère public doit provoquer la destitution, par une décision du pouvoir judiciaire, des administrateurs en défaut.

De nouveaux administrateurs seront alors désignés en conformité des statuts ou si le Tribunal le décide ainsi, par les soins du Gouvernement.

ART. 27.

Si le Gouvernement estime que l'établissement d'utilité publique est incapable de rendre à l'avenir les services pour lesquels il a été institué, il peut inviter le Ministère public à poursuivre, devant le pouvoir judiciaire, la dissolution de l'institution. Si cette dissolution est prononcée, le juge nommera un ou des liquidateurs qui, après paiement du passif donneront aux biens la destination prévue par les statuts. Si la chose ne peut se faire, les liquidateurs à ce autorisés par la Justice remettront les biens au Gouvernement, qui leur donnera une destination se rapprochant autant que possible, de l'objet en vue duquel l'institution a été créée.

ART. 28.

Tous jugemens prononcés en vertu des articles 26 et 27 seront susceptibles d'appel.

voor de instelling is opgericht. Worden de goederen niet gebruikt voor het doel waartoe zij bestemd zijn, geven de beheerders blijk van nalatigheid en onverschilligheid, komen zij de verplichtingen niet na, die hun door de wet of de statuten worden opgelegd, wenden zij de goederen der instelling voor doeleinden aan, die met de Openbare orde in strijd zijn, dan moet het Openbaar Ministerie, door eene beslissing der rechterlijke macht, de afzetting der schuldige beheerders uitlokken.

Nieuwe beheerders worden alsdan in overeenstemming met de statuten of, indien de rechtbank aldus beslist, door de Regeering aangewezen.

ART. 27.

Is de Regeering van oordeel dat eene instelling van openbaar nut niet in staat is om verder nog de diensten te bewijzen waarvoor zij opgericht werd, dan kan zij het Openbaar Ministerie verzoeken de ontbinding der instelling vóór de rechtbank te vervolgen. Wordt de ontbinding uitgesproken, dan benoemt de rechter een of meer vereffenaars die, na afbetaling der schulden, aan de goederen de door de statuten voorziene bestemming geven. Is dit niet mogelijk, dan doen de vereffenaars, door den rechter daartoe gemachtigd, de goederen over aan de Regeering, die er eene bestemming aan geeft, welke zooveel mogelijk overeenkomt met het doel voor hetwelk de instelling opgericht werd.

ART. 28.

Van alle krachtens de artikelen 26 en 27 uitgesproken vonnissen kan in hooger beroep worden gegaan.

ART. 29.

En cas d'omission des publications prescrites par la loi, l'établissement d'utilité publique ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté d'en faire état contre lui.

TITRE III.

Dispositions fiscales.

ART. 30.

Il est établi une taxe annuelle sur la valeur brute des biens corporels, meubles et immeubles situés en Belgique et de tous les biens incorporels possédés par les établissements d'utilité publique et par les associations sans but lucratif jouissant de la personification civile.

N'entrent pas dans la composition de la masse des biens imposables :

a) Les intérêts, les termes de rente, les loyers et fermages et, plus généralement, les fruits civils de toute nature ainsi que les cotisations et souscriptions annuelles, dus et non capitalisés;

b) Les fruits naturels, perçus ou non;

c) Les provisions de toute nature, susceptibles d'être considérées comme représentant des revenus.

Sont soumis à la taxe, les établissements et associations susvisés qui possèdent la personification civile au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

ART. 31.

La taxe est fixée à cinquante centimes par 100 francs sans fraction.

ART. 29.

Wanneer de door de wet voorgeschreven bekendmakingen niet werden gedaan, kan de instelling van openbaar nut zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die echter wel gerechtigd zijn haar tegenover de instelling in te roepen.

TITEL III.

Fiscale bepalingen

ART. 30.

Eene jaarlijksche belasting wordt geheven op de bruto-waarde van de roerende en onroerende lichamelijke goederen, gelegen in België, en van alle onlichamelijke goederen welke eigendom zijn van de instellingen van openbaar nut en van de vereenigingen zonder winstgevend doel, die rechtspersoonlijkheid genieten.

Maken geen deel uit van de gezamenlijke belastbare goederen :

a) De interesten, de rentetermijnen, de huur- en pachtgelden en, meer in 't algemeen, de burgerlijke vruchten van allen aard, alsmede de jaarlijksche bijdragen en inschrijvingen, die nog verschuldigd zijn en niet gekapitaliseerd;

b) De ingeogste of niet ingeogste natuurlijke vruchten;

c) Voorraad van elken aard die geacht kan worden inkomsten te vertegenwoordigen.

Zijn de belasting verschuldigd : de hoogerbedoelde instellingen en vereenigingen die, op 1^{en} Januari van het jaar der heffing, rechtspersoonlijkheid genieten.

ART. 31.

De belasting is bepaald op vijftig centiem per 100 frank, zonder breuk.

ART. 32.

Elle est liquidée sur la valeur vénale des biens.

Sont applicables à la taxe établie par la présente loi, les dispositions de l'article 11, litt. C et D de la loi du 27 décembre 1817 et les dispositions des n°s 2 et 3 de l'article 13 de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 33.

Le paiement de la taxe est effectué dans les trois premiers mois de chaque année, au bureau des droits de succession du siège de l'établissement ou de l'association, sur la remise d'une déclaration rédigée dans la forme prescrite par l'article 16, litt. A § V et litt. D de la loi du 11 octobre 1919, et faisant connaître la consistance et la valeur des biens à la date du 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Sont applicables à cette déclaration, les dispositions de l'article 17 de la loi précitée du 11 octobre 1919.

ART. 34.

Si la taxe n'est pas payée dans le délai fixé par l'article 33, l'intérêt légal au taux réglé pour la matière civile est exigible de plein droit, à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Il est encouru, en outre, une amende de 50 francs par semaine de retard, toute semaine commencée étant considérée comme complète, si la déclaration, dont il est question à l'article précédent, n'est pas déposée dans le délai imparti.

ART. 32.

Zij wordt verrekend op de verkoopwaarde der goederen.

Op de door deze wet opgelegde belasting zijn toepasselijk de bepalingen van artikel 11, litt. C en D der wet van 27 December 1817 en de bepalingen der n°s 2 en 3 van artikel 13 der wet van 11 October 1919.

ART. 33.

De betaling van de belasting geschiedt binnen de eerste drie maand van elk jaar, ten kantore voor successierechten van den zetel der instelling of der vereeniging, onder inlevering van eene in den door artikel 16, litt. A § V. en litt. D der wet van 11 October 1919 voorgeschreven vorm opgemaakte aangifte, die den toestand en de waarde vermeldt der goederen op 1^{en} Januari van het aanslagjaar.

De bepalingen van artikel 17 van voornoemde wet van 11 October 1919 zijn op die aangifte toepasselijk

ART. 34.

Is de belasting niet betaald binnen den bij artikel 33 bepaalden termijn, dan kan de wettelijke interest berekend volgens den voor de burgerlijke zaken bepaalden maatstaf, van rechtswege gevorderd worden, te rekenen van den dag waarop de betaling had moeten geschieden.

Bovendien wordt, zoo de in voorgaand artikel bedoelde aangifte niet binnen den voorzien en termijn werd ingediend, eene geldboete van 50 frank geheven voor elke week vertraging, waarbij elke begonne week als volle week geldt.

ART. 35.

En cas d'omission de biens ou d'insuffisance d'estimation constatée dans la déclaration souscrite pour l'assiette de l'impôt, il est encouru une amende égale au droit éludé.

ART. 36.

Les insuffisances d'évaluation peuvent être établies pour les biens meubles comme pour les biens immeubles par la voie de l'expertise, suivant le mode et dans les formes prescrites par la loi du 17 décembre 1851.

La connaissance du fond et de la forme de l'expertise est réservée au tribunal de première instance dans le ressort duquel l'établissement ou l'association a son siège.

ART. 37.

Sont applicables à la taxe établie par la présente loi :

1^o Les articles 18 et 22 de la loi du 17 décembre 1851 et l'article 11 de celle du 11 octobre 1919 ;

2^o Les dispositions des dites lois, de la loi du 27 décembre 1817 et de celle du 30 août 1913, relatives au privilège et à l'hypothèque légale du Trésor, aux prescriptions, à la restitution ainsi qu'aux poursuites et instances ;

3^o Les dispositions de l'article 42, 5^e alinéa, de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 38.

Le présent titre entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1921. En conséquence, la taxe annuelle sera acquittée pour la

ART. 35.

Bij verzuim in de opgave der goederen, of indien onderschatting wordt vastgesteld in de voor den grondslag der belasting onderteekende aangifte, wordt eene geldboete geheven, die gelijk is aan het ontdoken recht.

ART. 36.

Het feit der onderschatting kan, zoowel voor de roerende als voor de onroerende goederen, worden vastgesteld bij een onderzoek door deskundigen, op de wijze en in den vorm, voorgeschreven door de wet van 17 December 1851.

Van inhoud en vorm van het onderzoek door deskundigen neemt kennis de rechtbank van eersten aanleg in wier gebied de instelling of de vereeniging haar zetel heeft.

ART. 37.

Op de bij deze wet vastgestelde belasting zijn toepasselijk :

1^o De artt. 18 en 22 der wet van 17 December 1851 en artikel 11 der wet van 11 October 1919 ;

2^o De bepalingen van voornoemde wetten, der wet van 27 December 1817 en van die van 30 Augustus 1913 betreffende het voorrecht en de wettelijke hypotheek der Schatkist, de verjaring, de teruggave, alsmede vervolging en aanleg ;

3^o De bepalingen van artikel 42, 5^{de} lid, der wet van 11 October 1919.

ART. 38.

Deze titel wordt van kracht op 1 Januari 1921. Bijgevolg moet de jaarlijksche belasting voor de eerste

première fois dans les trois premiers mois de l'année 1921.

ART. 39.

Les biens corporels meubles et immeubles qui seront affectés aux services d'établissements d'utilité publique ou d'associations sans but lucratif à la date où la personification civile leur sera acquise, pourront leur être transférés par les personnes auxquelles ils appartiennent, à l'abri des droits proportionnels d'enregistrement et de transcription, si le transfert a lieu dans les deux années de ladite date.

Quant aux biens susvisés qui sont affectés aux services d'associations sans but lucratif possédant actuellement la personnalité civile et qui appartiennent à des tiers, leur transmission aux dites associations jouira des mêmes immunités fiscales, si elle est effectuée dans les deux années de la présente loi au *Moniteur*.

Les honoraires proportionnels dus aux notaires du chef des actes relatifs aux transmissions dont il s'agit aux deux alinéas qui précèdent, sont réduits à 25 p. c. du tarif légal.

ART. 40.

La déclaration visée à l'article 33 ci-avant est exempte du timbre et de la formalité de l'enregistrement.

maal binnen de eerste drie maanden van het jaar 1921 worden voldaan.

ART. 39.

De roerende en onroerende lichamelijke goederen, die voor den dienst van instellingen van openbaar nut of van verenigingen zonder winstgevend doel gebruikt worden op den datum dat deze inrichtingen rechtspersoonlijkheid verkrijgen, kunnen aan deze laatste door de personen, aan wie zij toebehooren, overdragen worden, zonder dat de evenredige registratie- en overschrijvingsrechten moeten worden voldaan, mits de overdracht binnen twee jaar na voornoemden datum plaats hebbe.

Wat hoogerbedoelde goederen betreft, die gebruikt worden voor den dienst van thans rechtspersoonlijkheid genietende verenigingen zonder winstgevend doel, en die aan derden toebehooren, hunne overdracht aan voornoemde verenigingen geniet hetzelfde voorrecht van fiscale vrijstelling, indien zij geschiedt binnen twee jaar na de bekendmaking dezer wet door het *Staatsblad*.

Voor de akten, die op de in de twee voorgaande paragrafen bedoelde overdrachten betrekking hebben, zijn de evenredige honoraria der notarissen verminderd tot 25 t. h. van het wettelijk tarief.

ART. 40.

De in bovenstaande artikel 33 bedoelde aangifte is vrij van zegel- en registratierecht.

Donné à Laeken, le 19 juin 1920.

Gegeven te Laken, de 19^o Juni
1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Justice,

| *De Minister van Justitie,*

E. VANDERVELDE.

(XVIII)

(N^o 378.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JUNI 1920.

Wetsontwerp

waarbij aan de vereenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onmiddellijk na de bevrijding van het grondgebied heeft de Regeering zich bezig gehouden met het belangrijk vraagstuk van het verleenen der rechtspersoonlijkheid aan de vereenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut.

Het organieke gedeelte (art. 1 tot 29) van het ontwerp dat u ter behandeling wordt voorgelegd, is het werk van de raadgevende commissie van het departement van Justitie. Voor de rechtvaardiging van het ontwerp verwijst de Regeering naar bijgaand verslag dezer commissie.

De fiscale bepalingen, alsmede onderstaande rechtvaardiging van deze bepalingen, zijn het werk van het departement van Financiën.

De verandering, door het ontwerp aan het stelsel der vereenigingen zonder winstgevend doel toegebracht heeft noodzakelijk ten gevolge dat ook de fiscale wetgeving in zake de ten dienste dezer organismen aangewende goederen, dient gewijzigd. Onder het huidig stelsel behoort de eigendom van die goederen naar rechten aan tusschengestelde natuurlijke personen. Bij overlijden van ieder der schijnbare eigenaars, wordt door den Staat, op de waarde der goederen, hetzij rechten wegens overgang onder de levenden, hetzij erfenisrechten geheven naar gelang de titularissen van het eigendomsrecht al dan niet door hun lidmaatschap aan een lijfrentegezelschap gebonden zijn.

Met het nieuw stelsel berust het eigendomsrecht der goederen bij het hoofd der vereeniging zelve, die een zedelijk lichaam is, en dit recht is onveranderlijk, zoolang de vereeniging blijft bestaan. Daar de goederen niet meer op anderen overgaan, zal de schatkist door dit feit de opbrengst van registratie- en erfenisrechten, die zij thans beurt, moeten derven. Het is dan ook billijk den Staat schadeloos te stellen voor het verlies aan belasting dat het invoeren van het nieuwe stelsel ten gevolge zal hebben.

Dit is het doel van titel III van het ontwerp, waarbij aan de instellingen van openbaar nut en de vereenigingen zonder winstgevend doel, die rechtspersoonlijkheid genieten, eene jaarlijksche en bij akkoord bepaalde belasting, te berekenen volgens de waarde harer goederen, wordt opgelegd.

Het spreekt van zelf dat de instellingen van openbaar nut en de vereenigingen zonder winstgevend doel, die thans rechtspersoonlijkheid bezitten, aan hetzelfde fiscaal stelsel zullen onderworpen zijn als de instellingen en de vereenigingen welke dit voorrecht zullen verkrijgen krachtens de wet waarvan het ontwerp u ter overweging wordt voorgelegd.

Artikel 40 van het ontwerp bepaalt dat geen overgangsrecht zal worden geheven voor de goederen die, op den dag waarop de bedoelde instellingen of vereenigingen in bezit treden der rechtspersoonlijkheid, gebruikt worden ten dienste van die instellingen en vereenigingen. Eene dergelijke bepaling komt voor in de wet van 12 Augustus 1911 betreffende de universiteiten van Brussel en Leuven.

De Eerste Minister,

Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.



BIJLAGE.

VERSLAG DER RAADGEVENDE COMMISSIE.

I.

VEREENIGINGEN ZONDER WINSTGEVEND DOEL.

De openbare meening schijnt geheel gewonnen voor de toekenning der rechtspersoonlijkheid aan de vereenigingen, zonder winstgevend doel. Men erkent dat deze vereenigingen, bij gebreke aan deze persoonlijkheid, niet behoorlijk de taak kunnen vervullen die zij zich ten doel hebben gesteld.

Door de wetgeving van het meerendeel der moderne staten werd haar dan ook deze noodzakelijke eigenschap toegekend.

Men moet zich echter afvragen of eene wet tot regeling van het stelsel der zedelijke lichamen, wel geheel volledig zou zijn, indien zij ook niet over de rechtspersoonlijkheid handelde, die in zekere omstandigheden, zou moeten verleend worden aan de instellingen, die door eene geijkte uitdrukking van het Fransch administratief recht betiteld worden als *Fondations ou établissements d'utilité publique*.

Naar het voorbeeld van de meeste moderne staten, dient men die vraag bevestigend te beantwoorden. In Frankrijk maken wet en rechtspraak een onderscheid tusschen de vereenigingen en de instellingen van openbaar nut.

In het Duitsch burgerlijk wetboek en in het Zwitsersch burgerlijk wetboek worden de *vereenigingen* en de *stichtingen* afzonderlijk door den wetgever behandeld. In Engeland spreken wet en rechtspraak van *corporations* en *charities*.

Laten wij, in verband met die verwijzing naar het Engelsch gebruik, terloops aanstippen dat dit op het vasteland te weinig gekende recht, in zake stichtingen een stel bepalingen biedt, die op de meest gelukkige wijze, de vrijheid der particulieren met noodzakelijk toezicht vanwege de openbare overheid weten overeen te brengen.

Ongetwijfeld is het feit, dat velen wantrouwend staan tegenover de rechtspersoonlijkheid zelve — begrip waaraan men, naar ouder gewoonte, gemakkelijk het gevreesde begrip der doode hand vastknoopt — aanleiding geweest dat in ons land een rationeele en methodische wetgeving op de zedelijke lichamen zoolang is uitgebleven. Deze vrees zal ijdel blijken, indien men de opvatting der rechtspersoonlijkheid met kalmte en zonder vooringenomenheid noch bijbedoeling wil beschouwen. In dit geval dient men zich niet door overwegingen, zij het van psychologischen, physiologischen, metaphysischen of mystieken aard, die aan deze zaak vreemd zijn, te laten afleiden.

Het begrip der rechtspersoonlijkheid is in wezen van rechtskundigen aard. Het is zelfs een begrip dat meer in 't bijzonder tot de rechtskundige techniek behoort.

Het is ten slotte een middel dat, van verscheidene belangen er slechts één makend, ten doel heeft op behoorlijke wijze belangen te beschermen, die anders verstrooid zouden blijven. Die belangen in de mogelijkheid stellen zich te vereenigen en den vorm aan te nemen van een organisme dat rechtspersoonlijkheid bezit, ziedaar heel het geheim der rechtspersoonlijkheid. Wat betreft de vraag of eene dergelijke persoonlijkheid overeen te brengen is met het algemeen belang, daarover behoort de wet zich uit te spreken. De tusschenkomst van den oppermachtigen wil van den Staat is hier volstrekt noodzakelijk, daar de stichting van een zedelijk lichaam onvermijdelijk ten gevolge heeft dat goederen, die op aanzienlijke wijze kunnen aangroeïen, aangewend worden tot een duurzaam, zooniet bestendig doel, en dat tegenover eene dergelijke aanwending, wegens de economische en sociale gevolgen die eruit voortvloeien, de openbare macht niet onverschillig kan blijven.

* * *

Het bestaan van een vermogen dat beheerd wordt ten bate van een werk van openbaar nut, of, zoo men wil, van een werk waarvan het doel niet overeenstemt met het particulier belang van bepaalde personen, ziedaar het wezenlijk karakter van elk zedelijk lichaam, dat niet tot de categorie der eigenlijke maatschappijen behoort. Het aanwenden van een vermogen voor een doel van blijvend belang kan voorzeker samengaan met het bestaan eener vereeniging. Maar het kan zich ook voordoen bij instellingen die niet het bestaan eener vereeniging eischen; het is voldoende dat er een vermogen zij en beheerders, die ditzelve beheeren.

Dit laatste is het geval bij de stichting.

Ofschoon men in de vereenigingen zonder winstgevend doel en in de stichtingen (instellingen van openbaar nut) twee verschillende vormen van rechtspersoonlijkheid erkent, kan men ze toch niet als tegenstellingen beschouwen. Integendeel, men kan vaststellen dat beiden nauw verwant zijn en zelfs verschillende punten gemeen hebben.

Wat zij gemeen hebben is juist het feit dat haar vermogen bestemd is voor een doel van algemeen aard. Dit is zoo waar, dat het, in de practijk en zelfs in de rechtskundige taal, vaak moeilijk is een onderscheid te maken tusschen eene vereeniging en eene instelling van openbaar nut (stichting).

Het is bekend dat de oude rechtsgeleerden geneigd waren welkdanige zedelijke lichamen met de algemeene benaming « corporaties » (of korpsen en gezelschappen) aan te duiden. Tegenwoordig — en sedert geruimen tijd — is het onderscheid tusschen vereenigingen en stichtingen duidelijker geworden en men mag zeggen dat dit geheel met den aard der zaken strookt.

Het is voorzeker noodig een behoorlijk criterium vast te stellen om de vereenigingen en de stichtingen van elkaar te onderscheiden. Dit criterium

kan niet gevonden worden in het doel dat deze twee soorten van juridische lichamen onderscheidenlijk nastreven. Hun doel kan gelijkaardig, ja zelfs heel en al hetzelfde zijn. Het criterium moet bepaald worden door den inrichtingsvorm dezer organismen. Eene vereeniging onderstelt het bestaan van deelnemers, d. i. niet slechts van toetredenden die min of meer verspreid zijn en aan een werk stoffelijken of zedelijken steun verleenen, maar van eene collectiviteit van personen die door nauwere banden zijn verbonden en een rechtstreekschen en beslissenden invloed uitoefenen op het lot van het werk, waaraan zich de vereeniging wijdt.

Daarentegen eischen de instellingen van openbaar nut (of stichtingen) slechts de aanwezigheid en de werkzaamheid van beheerders, die de eenige vertolkers zijn van den wil van overleden stichters.

Het spreekt van zelf dat het aangeduide onderscheid van essentieelen aard is en zeer belangrijke gevolgen heeft, ten aanzien van de werking dezer twee soorten van instellingen en van het toezicht dat op haar dient uitgeoefend.

*
* * *

Het eerste vraagstuk dat, in verband met vereenigingen zonder winstgevend doel, moet worden opgelost, is het volgende: kan eene dergelijke vereeniging rechtsbevoegdheid genieten alleen krachtens eene door de regeering verleende machtiging, of komt daarentegen die bevoegdheid haar van rechtswege toe van af het oogenblik dat zij de bij de wet voorgeschreven voorwaarden vervult?

Men moet ongetwijfeld de laatste oplossing verkiezen, die van ruimere opvatting betuigt en door het meerendeel der hedendaagsche wetgevingen wordt bekrachtigd.

Het zou ernstige bezwaren opleveren, moest het lot eener vereeniging geheel in handen der regeering zijn gesteld. Afgezien van de verantwoordelijkheid, die zij zonder enig voordeel op zich zou nemen, zou de regeering gevaar loopen zich aan het al dan niet gegronde verwijt van goedgunstigheid of kwaadwilligheid bloot te stellen. De tusschenkomst van den Staat in elk bijzonder geval is wettig als men de theorie aanneemt, volgens welke alle zedelijke lichamen moeten worden beschouwd als zoovele kunstmatige en ingebeerde wezens die hun bestaan te danken hebben aan de openbare macht die hen in 't leven roept. Zij is echter moeilijker te verdedigen met de thans vooral heerschende leer, waarbij de zedelijke lichamen als werkelijk bestaande worden beschouwd, wat hierop neerkomt dat men de rechtsbevoegdheid moet aanzien als eene eigenschap die zekere organismen van zichzelf bezitten.

*
* * *

Van het oogenblik af dat eene vereeniging zonder winstgevend doel ontstaat, moet zij, door de werking der organen, die haar vertegenwoordigen, de vrijheid hebben om hare taak te vervullen.

Die organen zijn de algemeene vergadering en het bestuur, wier functies

door de statuten worden bepaald. Hunne essentieele bevoegdheden moeten echter vastgesteld worden door wettelijke bepalingen, van dewelke niet mag worden afgeweken. Gezien de overwegende rol die de algemeene vergadering in eene vereeniging zonder winstgevend doel vervult, dienen de samenstelling, de werking en de rechten dezer vergadering nauwkeurig door de wet te worden bepaald. De bepalingen van het ontwerp stemmen te dien aanzien overeen met de beginselen, die zijn wat men noemen mag : het gemeene recht der beraadslagende vergaderingen.

Er zij op gewezen dat de statuten en de namen der beheerders door het Staatsblad bekendgemaakt dienen te worden en dat evenzoo dient gehandeld in geval van wijzigingen in de statuten of van verandering in het personeel der beheerders.

Eene vereeniging zonder winstgevend doel kan alleen rechtsbevoegdheid genieten wanneer zij een beslist nationaal karakter vertoont. Daarom eischt het ontwerp dat ten minste drie vijfden der deelnemers Belgen zijn.

Het kan gebeuren dat de statuten eener vereeniging zonder winstgevend doel, niet volgens de voorschriften der wet zijn opgesteld, dat een al te groot aantal vreemdelingen deel uitmaken van de vereeniging of ten slotte dat de vereeniging niet stipt de voorwaarden, die haar in zake bekendmaking zijn opgelegd, heeft vervuld.

Deswege der vereeniging het voordeel der rechtspersoonlijkheid ontnemen is eene straf, die wij niet te streng willen noemen, maar waarvan de gevolgen nadeelig zouden kunnen zijn voor de belangen van derden, die met haar eene overeenkomst hebben aangegaan. Volgens het ontwerp staat het derhalve derden vrij, zich al dan niet op die reden tot nietigverklaring te beroepen. Het beginsel, dat reeds in de artikelen 4 en 11 van de wet op de maatschappijen van koophandel werd gehuldigd, wordt hier toegepast. Vermoedelijk zullen die gevallen van betrekkelijke nietigheid zich slechts zeer zelden voordoen. Voor de vereenigingen zonder winstgevend doel zal het van het hoogste belang zijn de wettelijke voorschriften na te leven, die trouwens heelemaal niet hinderlijk zijn. Wat in 't bijzonder hare statuten betreft, deze zullen vermoedelijk gemaakt worden naar voorbeelden, waarop volstrekt niets aan te merken valt en die door het dagelijksch gebruik — zooniet door de Regeering — zullen vastgesteld worden. Dit is het geval geweest met de maatschappijen van onderlingen bijstand en met de vakvereenigingen.

*
* * *

Indien de rechtsbevoegdheid eene bevoegdheid is die rechtvaardighedshalve aan vereenigingen zonder winstgevend doel, naar het voorbeeld van wat sedert geruimen tijd geschied is voor de maatschappijen van koophandel, moet worden toegekend, dient men ook te zeggen dat eene dergelijke bevoegdheid, door het feit zelf dat zij het aanwenden van een vermogen tot een bestendig doel ten gevolge heeft, de vereeniging verplichtingen oplegt tegenover de collectiviteit, waarvan de Staat de tolk en de vertegenwoordiger is. De Staat kan aan het beheer van zulk een vermogen niet onver-

schillig blijven; hij dient er voor te zorgen dat dit vermogen niet aangewend worde tot een ander doel dan het doel voor hetwelk het wordt opgericht.

Hij moet er bovendien opletten dat dit vermogen niet zoo buitensporig groeie, dat de goederen waarover de vereeniging beschikt en de zending die zij heeft te vervullen, niet meer tot elkaar in verhouding staan.

Het financieel beheer eener vereeniging, die rechtspersoonlijkheid geniet, mag niet aan elk toezicht onttrokken worden en het bestaan ervan mag niet van geheimen aard zijn.

Op dit gebied dient men zich echter te onthouden van elke inquisitoriale en hinderlijke tusschenkomst die, de vereeniging aan een onverdiend wantrouwen blootstellend, haar zou beletten de taak, die zij op zich genomen heeft, naar behooren te vervullen. Het is niet noodig dat de akten der vereeniging in beginsel aan de openbare macht ter goedkeuring worden voorgelegd, en, ofschoon de jaarlijksche bekendmaking harer balans een maatregel is, waarvoor zeer ernstige redenen pleiten, moet men zich nochtans afvragen of deze waarborg waarlijk onontbeerlijk is en of hij niet door talrijke vereenigingen zal beschouwd worden als een aanslag op de vrijheid welke zij voor zich opeischen.

Men moet aannemen dat dan alleen de bekendmaking van het financieel beheer eener vereeniging inderdaad noodzakelijk is, wanneer deze vereeniging de bevoegdheid wenscht te bezitten om door het verkrijgen, ten kosteloozen titel, van schenkingen, haar vermogen te vergrooten. Men kan haar het recht niet ontzeggen op die wijze haar vermogen te vermeerderen, daar dit vaak het enige middel is dat haar de onontbeerlijke geldmiddelen aan de hand kan doen. Niemand zal betwisten dat, tot het aanvaarden van elke gift, hetzij onder de levenden, hetzij bij testamentbeschikking, waarvan eene vereeniging het voordeel wenscht te genieten, machtiging van regeeringswege moet worden verleend. Dit is het gemeene recht dat geldt voor alle giften die niet aan particulieren te beurt vallen. Maar er is meer. Van het oogenblik af dat eene vereeniging een vermogen op die wijze wenscht te vergrooten, is het onaannemelijk dat haar financieel beheer geheim blijve. Eene vereeniging zal alleen bevoegd zijn giften te aanvaarden, indien zij door de jaarlijksche bekendmaking harer balans het publiek in staat stelt zich een oordeel te vormen omtrent de belangrijkheid harer geldmiddelen en de wijze waarop zij deze gebruikt.

Bijgevolg zal aan eene vereeniging zonder winstgevend doel slechts machtiging worden verleend tot het aanvaarden eener schenking of eener gift, indien zij, van af den tijd dat zij rechtspersoonlijkheid geniet, geregeld hare jaarlijksche rekening en verantwoording in het *Staatsblad* heeft bekendgemaakt. Het kan echter gebeuren dat eene vereeniging, die in beginsel niet het inzicht had giften te aanvaarden, dit voordeel naderhand wenscht te genieten.

Het is billijk haar daartoe het middel te verschaffen. Zij kan daarom volstaan met het bekendmaken, desnoods ineens, van hare vroegere balansen met ingang van den dag waarop haar rechtspersoonlijkheid werd verleend. Indien dit meer dan tien jaar geleden is, kan de bekendmaking

van de laatste tienjaarlijksche balansen als eene voldoende waarborg worden beschouwd.

*
* *

Evenals eene vereeniging die rechtspersoonlijkheid geniet gebonden is door eene overeenkomst die op regelmatige wijze in haar naam werd aangegaan, zoo moet zij ook verantwoordelijk zijn voor de misslagen die, hetzij aan de door haar aangestelden, hetzij aan de organen die uiting geven aan haar wil, ten laste kunnen worden gelegd.

Dit wordt thans niet meer betwist en niemand zal er zich over verwonderen indien eene vereeniging tot schadevergoeding wordt veroordeeld. Maar indien eene dergelijke veroordeeling voldoende lijkt voor wat men vergrijpen tegen het gemeene recht kan noemen, zoo moet men zich afvragen of door vereenigingen geen zwaardere overtredingen kunnen worden begaan, die straffen van bijzonderen aard eischen.

Wordt rechtsbevoegdheid aan eene vereeniging verleend, dan geschiedt dit om haar de gelegenheid te geven de taak waarvoor zij opgericht werd te vervullen.

De goederen die zij bezit worden voor dit doel aangewend.

Indien zij hare inrichtingswet niet naleeft, de goederen die zij beheert eene andere bestemming geeft dan degene die de bestaansreden van dit beheer uitmaakt, of ten slotte de middelen waarover zij beschikt aanwendt tot een doel dat met de openbare orde in strijd is, zou het onbegrijpelijk zijn dat een dergelijk verzuim van haar mandaat en eene dergelijke miskennis van de inzichten van den wetgever ongestraft bleven. De ontbinding der vereeniging op verzoek hetzij van een belanghebbende (lid of derde), hetzij van het openbaar ministerie, wordt alsdan een strenge maar noodzakelijke straf. Deze ontbinding wordt door den rechter uitgesproken.

De rechtbanken kunnen echter meenen dat de ontbinding, die men haar verzoekt uit te spreken, in verband met de omstandigheden eene al te strenge straf is. Het staat haar dan ook vrij alleen de akte nietig te verklaren, dié tot het verzoek om ontbinding aanleiding heeft gegeven. De rechtbanken oordeelen oppermachtig over de redenen die het volgens haar mogelijk maken, het uitwerksel van het verzoek tot dien maatregel te beperken. Zij bepalen insgelijks welke gevolgen uit eene dergelijke nietigverklaring zullen voortvloeien.

*
* *

Wanneer eene vereeniging zonder winstgevend doel naar rechten heeft opgehouden te bestaan, moet het lot van haar vermogen geregeld worden. Deze kwestie staat in verband met het groote vraagstuk der erfopvolging tot de goederen van een zedelijk persoon.

Sedert geruimen tijd is het moderne recht geneigd in dit geval alle gedachten van verbeurdverklaring te verwerpen. Het verzet zich tegen de opvatting als zonden, bij de verdwijning van een zedelijk persoon, eene grootere of kleinere hoeveelheid goederen verlaten worden, waarop de Staat, krachtens zijn recht op onbeheerde goederen, de hand zou kunnen leggen.

De vrees voor — of de verwachting van — een dergelijke uitslag hebben er, voor een belangrijk deel, toe bijgedragen verkeerde begrippen te doen ontstaan omtrent den aard zelf der rechtspersoonlijkheid.

Men moet zich in dezen laten leiden door de opvatting, volgens dewelke de goederen van een zedelijk lichaam, omdat zij voor een bepaald doel bestemd zijn, na de verdwijning van dit lichaam, die bestemming, voor zoo veel dit mogelijk is moeten behouden.

Op die wijze alleen wordt de wil geëerbiedigd van hen, die het zedelijk lichaam hebben opgericht, of die naderhand tot de vergrooting van zijn vermogen hebben bijgedragen.

Derhalve dienen de statuten der vereeniging te bepalen wat er met de goederen moet gebeuren in geval de vereeniging ophoudt te bestaan.

De vereeniging moge al dan nietvrijwillig ontbonden worden, de bepalingen der statuten dienen op dit bijzonder punt nageleefd. Indien de statuten niets daaromtrent bevatten — wat niet waarschijnlijk is — dan behoort de Regeering het lot der goederen te regelen, door deze aan te wenden voor werken, wier doel overeenkomst vertoont met het doel dat door de verdwenen vereeniging werd nagestreefd.

II.

INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

Onder *instelling van openbaar nut* of onder *stichting* moet worden verstaan eene inrichting wier doel ten algemeenen nutte strekt, maar die door het initiatief van particulieren werd opgericht en door particulieren wordt beheerd.

Er bestaat geene tegenstelling, noch zelfs een grondig onderscheid tusschen eene vereeniging zonder winstgevend doel en eene instelling van openbaar nut. Zij vertoonen talrijke punten van overeenkomst. De vereeniging en de stichting zijn beide ingericht met het oog op een blijvend en geheel belangloos na te streven doel.

Het verschil bestaat vooral in de verscheidenheid der middelen die aangewend worden om het beoogde doel te bereiken.

Nu eens wordt dit middel gevonden in het bestaan van eene levende en handelende collectiviteit, die de leiding van het werk op zich neemt; dan weer, in het bestaan van beheerders, die de eenige vertolkers zijn van den wil van overleden stichters.

Wanneer een werk afhangt van eene vereeniging, is deze in rechten eigenares van de voor dit werk bestemde goederen, wel te verstaan onder voorbehoud dat die goederen voor hunne bestemming gebruikt worden.

Die hoedanigheid van eigenares stelt de vereeniging in staat een doeltreffend en voortdurend toezicht op het beheer van het werk uit te oefenen. Bestaat er geene vereeniging dan berust de eigendom der goederen enkel op een abstract begrip en moet derhalve op eene andere wijze worden voorzien in het toezicht, waaraan het beheer van het werk moet onderworpen

blijven. Met andere woorden, als het eene vereeniging geldt, staan wij tegenover een steeds levende wil dien het billijk is te vertrouwen; als het eene stichting geldt, staan wij, na de stichtingsakte, tegenover een wil uit het verleden, waarvan de verdere vertolking op voldoende wijze moet gewaarborgd zijn.

Meer nog dan de vereenigingen zonder winstgevend doel, moeten de instellingen van openbaar nut beschermd worden en, in zekere mate, aan toezicht onderworpen. Dit dubbel oogmerk : bescherming en toezicht, heeft het stelsel doen ontstaan, dat het wetsontwerp voorstelt ten behoeve der stichtingen in te voeren.

Het privaat initiatief moet de vrijheid hebben eene instelling van openbaar nut te stichten. Maar deze vrijheid mag niet onbeperkt zijn. Daarom wordt door het wetsontwerp aan de Regeering het recht voorbehouden al dan niet machtiging te verleenen tot het oprichten eener stichting. De Regeering moet ook de statuten goedkeuren. Het is te hopen dat zij voor de instellingen van openbaar nut voorbeelden of modellen van statuten zal opmaken, die, worden zij nageleefd, aan het werk veilige grondslagen zullen geven.

Instellingen van openbaar nut kunnen worden opgericht met doeleinden van zeer verschillenden aard. Nochtans is het niet wenschelijk ten deze van elke nadere aanwijzing af te zien en de fantasie der particulieren willekeurig den vrijen teugel te laten. Voorzeker, de Regeering oefent hierop toezicht uit; maar de Regeering zelf behoort slechts gebiedend op te treden binnen nauwkeurig vastgestelde grenzen. Zonder eene in alle bijzonderheden tredende opgave te willen maken van alle doeleinden, die aanleiding kunnen geven tot het oprichten eener stichting, behoort de wet de terreinen te bepalen binnen wier grenzen de stichtingen moeten blijven. Die terreinen zijn in hoofdzaak de volgende : philanthropie, godsdienst, wetenschap, kunst, onderwijs. Komt het op een gegeven oogenblik den wetgever voor dat die opgave onvolledig is, dan staat het hem natuurlijk vrij de lijst aan te vullen.

* * *

Daar voortaan ieder particulier de vrijheid zal hebben eene instelling van openbaar nut te stichten, hetzij bij akte onder de levenden, hetzij bij uiterste wilsbeschikking, is het onaannemelijk dat de erfgenamen van den stichter de uitvoering van dezes inzichten zouden kunnen onmogelijk maken.

Het wetsontwerp schrijft dienaangaande eenige voorzorgen voor.

Anderzijds mag de oprichting eener instelling van openbaar nut noch de schuldeischers van den stichter, noch diens erfgenamen die recht hebben op een onbeschikbaar gedeelte der erfenis, in hunne rechten benadeelen.

Indien dergelijke pogingen tot benadeeling zich voordoen, moet men die kunnen verijdelen. De belanghebbenden kunnen zich tot den rechter wenden en indien de ontbinding der instelling en de liquidatie harer goederen eene noodzakelijke sanctie blijken, is de rechterlijke macht bevoegd daartoe over te gaan.

* * *

Dat aan het finantieel beleid van de instellingen van openbaar nut publiciteit worde gegeven en dat van regeeringswege machtiging zij vereischt tot het aanvaarden van de aan die instellingen toebedachte giften, ziedaar gemakkelijk te begrijpen voorzorgsmaatregelen, die geen nader betoog behoeven.

* * *

De beheerders eener instelling van openbaar nut moeten niet, zooals de beheerders eener vereeniging zonder winstgevend doel, verantwoording doen van hun beheer aan eene algemeene vergadering, tegenover welke zij eigenlijk staan als lasthebbers.

Hunne benoeming is bijgevolg van het grootste gewicht.

Die benoemingen moeten, op het oogenblik dat de instelling wordt opgericht, door de stichtingsakte worden gedaan. De stichting zal de beheerders overleven, en eenmaal zullen deze moeten vervangen worden. Tot welke benoemingswijze zal men in dit geval zijn toevlucht nemen? Dit moet door de statuten worden geregeld. De vervanging der ontbrekende beheerders door de zorg van de fungeerende beheerders (het systeem genaamd « cooptatie ») is ongetwijfeld eene goede oplossing. Zij is echter niet de eenig mogelijke. De statuten kunnen ook aan een openbaar bestuur het recht toekennen de beheerders der stichting aan te wijzen.

Dit recht kan ook aan een groep particulieren worden verleend, mits deze groep met voldoende nauwkeurigheid worde aangeduid.

Eene instelling van openbaar nut heeft haar bestaan te danken aan den wil harer stichters. Het is hun wil, het zijn hunne toekomstplannen die zij vertolkt en verwezenlijkt.

Daaruit volgt niet dat de elkaar opvolgende geslachten aan de leiding der stichting moeten vreemd blijven. Het kan overigens de wensch der stichters zijn dat dezen eraan deel nemen. Het zal heel natuurlijk lijken, dat zekere uit bepaalde personen samengestelde groepen kunnen geroepen worden, onder een vorm die niet steeds dezelfde hoeft te zijn, om de personen aan te wijzen die het werk moeten beheeren. Dit voorrecht kan bij voorbeeld, onder door de statuten te bepalen voorwaarden, voorbehouden zijn aan een of ander openbaar bestuur, aan toetreders, aan inschrijvers, aan deze of gene collectiviteit. Men verbeelde zich echter niet, dat men in dit geval terugkeert tot het stelsel der vereenigingen zonder winstgevend doel. Het onderscheid blijft zeer groot. De vereeniging is volgens de wet eigenares van de voor het werk bestemde goederen; de algemeene vergadering, waardoor de vereeniging belichaamd wordt, is de hoogste autoriteit waarvan dit werk afhangt.

Door het feit dat een groep personen, eene grootere of kleinere collectiviteit bij gelegenheid moet worden gehoord voor de benoeming der beheerders, houdt de instelling niet op deel uit te maken van de categorie der instellingen van openbaar nut.

* * *

Het kan gebeuren dat de beheerders eener stichting zich niet behoorlijk

van hunne opdracht kwijten, dat zij de belangen waarvoor zij moeten zorgen verwaarloozen, dat zij aan het werk eene richting geven die tegen den wil der stichters indruischt of die misschien met de openbare orde in strijd is. Tegen zulke toestanden moeten maatregelen kunnen getroffen. Daar eene vereeniging zonder winstgevend doel meester is over het werk en deswege eene als het ware onbepaalde verantwoordelijkheid op zich neemt, laat het zich begrijpen dat, wanneer zij zich schuldig maakt aan een ernstig vergrijp, de straf kan bestaan in onthouding en toekenning harer goederen aan een ander organisme. Maar het zou niet billijk zijn indien de misgrepen van een heheerder de opheffing eener instelling van openbaar nut ten gevolge zouden hebben. Op die wijze zou men als het ware de stichters straffen voor fouten, bedreven door tijdelijke lasthebbers, die, naar alle waarschijnlijkheid, gehandeld hebben in strijd met de inzichten der stichters.

In dit geval lijkt het vervangen der schuldige beheerders door de zorg der Regeering de meest redematige straf.

Tusschenkomst van den rechter geeft aan zulken maatregel de vereischte waarborgen van onpartijdigheid.

*
* *

Ten slotte, het geval zou zich kunnen voordoen dat het behoud eener instelling van openbaar nut niet meer is te rechtvaardigen. Men kan veronderstellen dat het doel waarvoor de instelling werd opgericht niet meer of nagenoeg niet meer bestaat. De instelling berust alsdan om zoo te zeggen op niets meer. Ware het alleen de Regeering die over een dergelijk geval had te oordeelen, dan zouden ongetwijfeld sommige personen door de vrees eener verbeurdverklaring worden gekweld. Deze vrees is echter ongegrond wanneer de rechtbanken geroepen zijn om na tegensprakelijke behandeling uitspraak te doen over de redenen die aanleiding zouden kunnen geven tot de ontbinding der instelling.

Er zij bovendien op gewezen dat, zelfs in dit geval, niet aan verbeurdverklaring mag gedacht worden. De goederen eener instelling, die niet meer bestaat, ontvangen de door de statuten voorziene bestemming of worden althans aan eene gelijkaardige instelling overgedaan.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.



PROJET DE LOI

accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Justice,

Nous AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et Notre Ministre de la Justice, sont chargés de présenter, en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

Des associations sans but lucratif.

ARTICLE PREMIER.

Est douée de la personnalité civile toute association sans but lucratif, politique, religieuse, scientifique, artistique, pédagogique, de bienfaisance, d'agrément ou autre dont les statuts ont été publiés par le *Moniteur*.

Cette personnalité lui sera acquise à compter du jour où les noms, pro-

WETSONTWERP

waarbij aan de vereenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, en Onze Minister van Justitie zijn gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE TITEL.

Vereenigingen zonder winstgevend doel.

EERSTE ARTIKEL.

Rechtspersoonlijkheid geniet elke, geen winstgevend doel nastrevende, vereeniging op gebied van politiek, godsdienst, wetenschap, kunst, opvoedkunde, weldadigheid, vermaak of elk ander gebied, waarvan de statuten door het *Staatsblad* bekend gemaakt werden.

Zij bezit die rechtspersoonlijkheid te rekenen van den dag waarop de

fessions, domiciles de ses administrateurs désignés en conformité des statuts, auront été publiés par le *Moniteur*.

Est considérée comme ayant un but lucratif toute association qui se livre à des opérations industrielles ou commerciales, ou qui cherche à procurer à ses membres un gain matériel.

ART. 2.

Les statuts d'une association sans but lucratif doivent mentionner :

1. La dénomination et le siège de l'association. Ce siège est nécessairement en Belgique.

2. L'objet ou les objets en vue desquels elle est formée.

3. Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des membres.

4. Les attributions et le mode de convocation de l'assemblée générale, ainsi que les conditions dans lesquelles ses résolutions seront portées à la connaissance des associés et des tiers.

5. Le mode de nomination et les pouvoirs des administrateurs.

6. Le taux des cotisations ou des versements à effectuer par les membres de l'association.

7. Le mode de règlement des comptes.

8. Les règles à suivre pour modifier les statuts.

9. L'emploi du patrimoine de l'association dans le cas où celle-ci serait dissoute.

10. Dans le cas d'omission dans les statuts de l'un ou l'autre des points énumérés ci-dessus, l'association ne pourra se prévaloir de la personnalité civile à l'égard des tiers, lesquels

namen, met beroep en woonplaats, van hare overeenkomstig de statuten aangewezen beheerders door het *Staatsblad* bekendgemaakt werden.

Wordt beschouwd als eene vereeniging met winstgevend doel, elke vereeniging die nijverheids- of handelszaken doet, of die tracht een stoffelijk voordeel aan hare leden te verschaffen.

ART. 2.

De statuten eener vereeniging zonder winstgevend doel moeten bepalen :

1. De benaming der vereeniging en de plaats waar zij haren zetel heeft. Die zetel moet noodzakelijk in België zijn.

2. Het doel of de doeleiden voor dewelke zij is opgericht.

3. De voorwaarden gesteld op het toetreden en het uittreden der leden.

4. De bevoegdheden der algemeene vergadering en de wijze waarop deze wordt bijeengeroepen, alsmede de voorwaarden waarin hare besluiten ter kennis van de leden en van derden worden gebracht.

5. De wijze waarop de beheerders worden benoemd en dezer bevoegdheden.

6. Het bedrag der bijdragen of der stortingen, waartoe de leden der vereeniging verplicht zijn.

7. De wijze waarop rekening en verantwoording moet gedaan.

8. De te volgen regelen voor het wijzigen van de statuten.

9. De bestemming van het vermogen der vereeniging in geval deze wordt ontbonden.

10. Wanneer een of ander der hooger opgesomde punten niet voorkomt in de statuten, kan de vereeniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die

auront toutefois la faculté d'en faire état contre l'association.

ART. 3.

Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants :

1. La constitution de l'association.
2. L'obtention de la personnalité civile par la publication des statuts au *Moniteur*.
3. L'approbation et la modification des statuts.
4. La nomination et la révocation des administrateurs.
5. L'approbation des budgets et des comptes.
6. La dissolution de la société.

ART. 4.

L'assemblée doit être convoquée par les administrateurs dans les cas prévus par les statuts, et, en outre, lorsqu'un cinquième des associés en fait la demande.

ART. 5.

L'assemblée générale peut modifier les statuts de l'association. Pour délibérer valablement sur cet objet, elle doit réunir les deux tiers des membres, et aucune modification ne peut être adoptée si ce n'est à la majorité des deux tiers des voix. Toutefois, si cette modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, elle ne sera valable que si elle est votée par l'unanimité des membres présents à l'assemblée.

Toute modification aux statuts de-

echter wel gerechtigd zijn deze in te roepen tegenover de vereeniging.

ART. 3.

Voor de volgende zaken wordt een besluit der algemeene vergadering gëeischt :

1. Het stichten der vereeniging.
2. Het bekomen der rechtspersoonlijkheid door bekendmaking der statuten in het *Staatsblad*.
3. Het goedkeuren en wijzigen van de statuten.
4. Het benoemen en afzetten der beheerders.
5. Het goedkeuren der begrootingen en der rekeningen.
6. Het ontbinden der vereeniging.

ART. 4.

De vergadering moet door de beheerders bijeengeroepen worden in de door de statuten voorziene gevallen en bovendien wanneer één vijfde der leden zulks vraagt.

ART. 5.

De algemeene vergadering kan wijzigingen toebrengen aan de statuten der vereeniging. Om daarover op geldige wijze te beraadslagen moeten de twee derden der leden op de vergadering aanwezig zijn, en tot geen wijziging kan worden besloten tenzij met eene meerderheid van twee derden der stemmen. Wanneer deze wijziging echter een der doeleinden betreft, voor dewelke de vereeniging werd gesticht, is zij slechts geldig wanneer zij bij eenparigheid door de ter vergadering aanwezige leden wordt goedgekeurd.

Elke wijziging in de statuten moet,

vra, dans le mois de sa date, faire l'objet d'une publication au *Moniteur*.

Il en est de même de toute nomination, démission ou révocation d'un administrateur.

ART. 6.

La liste des membres de l'association doit, chaque année, être publiée au *Moniteur* dans le courant du mois de décembre.

Cette liste mentionnera la nationalité et le domicile des associés.

ART. 7.

En l'absence des publications prescrites par la loi, ou si les associés ne sont pas, pour les trois cinquièmes au moins, de nationalité belge, l'association ne pourra se prévaloir de la personnalité civile à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté de faire état contre elle.

ART. 8.

Tous les membres de l'association doivent être convoqués aux assemblées générales. L'ordre du jour doit être joint à cette convocation. Toute proposition, signée d'un nombre de membres égal au vingtième du nombre figurant dans la dernière liste annuelle, doit être portée à l'ordre du jour.

Les associés pourront se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, membre de la société.

ART. 9.

Tous les associés ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale.

binnen ééne maand nadat er toe besloten is, door het *Staatsblad* bekend gemaakt worden.

Hetzelfde geldt voor elke benoeming, aftreding of afzetting van een beheerder.

ART. 6.

Jaarlijks moet de lijst van de leden der vereeniging in den loop der maand December door het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

Deze lijst moet de nationaliteit en de woonplaats der leden vermelden.

ART. 7.

Hebben de bij de wet voorgeschreven bekendmakingen niet plaats gehad, of bezitten ten minste drie vijfden der leden niet de Belgische nationaliteit, dan kan de vereeniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die echter wel gerechtigd zijn deze in te roepen tegenover de vereeniging.

ART. 8.

Alle leden der vereeniging moeten voor de algemeene vergaderingen opgeroepen worden. De dagorde moet bij den oproepingsbrief gevoegd zijn. Elk voorstel, dat onderteekend is door een aantal leden, bedragende het twintigste deel van het op de laatste jaarlijksche lijst voorkomend aantal, moet op de agenda worden gebracht.

De leden kunnen zich op algemeene vergadering laten vertegenwoordigen door een gevolmachtigde, lid der vereeniging.

ART. 9.

Alle leden hebben gelijk stemrecht op de algemeene vergadering. De be-

Les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.

Les résolutions ne peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément. Toutefois, cette dérogation n'est pas applicable aux propositions ayant pour but une modification des statuts.

ART. 10.

Tout membre d'une association sans but lucratif est libre de s'en retirer en adressant sa démission aux administrateurs. Est réputé démissionnaire l'associé qui ne paye pas les cotisations qui lui incombent.

L'exclusion d'un associé ne peut être prononcée que par l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix. L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées.

ART. 11.

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans des actes judiciaires et extrajudiciaires.

Il est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

sluiten worden genomen bij meerderheid der stemmen van de aanwezige leden, behalve in de gevallen waarin de statuten of de wet het anders voorzien.

Bij het nemen van besluiten mag niet van de agenda afgeweken worden, tenzij de statuten zulks uitdrukkelijk toelaten. Deze afwijking is echter niet toepasselijk op de voorstellen die ten doel hebben eene wijziging in de statuten aan te brengen.

ART. 10.

Elk lid eener vereeniging zonder winstgevend doel heeft de vrijheid zich terug te trekken door het indienen van zijn ontslag bij de beheerders. Wordt geacht ontslag te hebben genomen, elk lid dat de verschuldigde bijdragen niet betaalt.

De uitsluiting van een lid kan slechts door de algemeene vergadering en met meerderheid van de twee derden der stemmen uitgesproken worden. Het lid dat ontslag neemt of dat wordt uitgesloten, kan geen recht doen gelden op het maatschappelijk bezit en kan niet de teruggave eischen van de door hem betaalde bijdragen.

ART. 11.

De beheerraad leidt de zaken der vereeniging en vertegenwoordigt deze bij elke gerechtelijke en buitengerechtelijke akte.

Hij dient jaarlijks de verantwoording over het verlopen dienstjaar en de begroting voor het volgende dienstjaar aan de goedkeuring der algemeene vergadering te onderwerpen.

ART. 12.

L'association est responsable des fautes qui sont imputables, soit à ses préposés, soit aux organes par lesquels s'exerce sa volonté.

ART. 13.

Toute libéralité entre vifs ou testamentaire, au profit d'une association sans but lucratif devra être autorisée par le Gouvernement.

Cette autorisation ne pourra être accordée à une association que si elle a préalablement fait publier au *Moniteur* ses comptes annuels depuis sa création ou tout au moins ses comptes se rapportant aux dix derniers exercices annuels.

Le paiement par les associés des cotisations annuelles prévues par les statuts n'est pas considéré comme une libéralité.

ART. 14.

Sera dissoute judiciairement à la requête, soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit du Ministère Public, l'association qui serait hors d'état de remplir les engagements qu'elle a assumés, qui affecterait son patrimoine ou les revenus de son patrimoine à des objets autres que ceux en vue desquels elle a été constituée, ou qui, enfin, contreviendrait gravement, soit à ses statuts, soit à la loi, soit à l'ordre public.

Toutefois, le tribunal pourra, sur une demande tendant à la dissolution

ART. 12.

De vereeniging is aansprakelijk voor de misgrepen die, hetzij den door haar aangestelden personen, hetzij den organen waardoor haar wil wordt uitgevoerd, ten laste kunnen gelegd worden.

ART. 13.

Tot elke schenking onder de levenden of bij uiterste wilsbeschikking gedaan ten bate eener vereeniging zonder winstgevend doel, moet door de Regeering machtiging worden verleend.

Die machtiging kan slechts verleend worden, indien de vereeniging vooraf hare jaarlijksche verantwoording en rekening, vanaf den datum harer oprichting, of althans over de laatste tien dienstjaren, in het *Staatsblad* heeft bekendgemaakt.

De betaling van de jaarlijksche door de statuten bepaalde bijdragen der leden geldt niet als eene schenking.

ART. 14.

De vereeniging, die niet in staat is de verplichtingen na te komen die zij op zich genomen heeft, die haar vermogen of de inkomsten van haar vermogen aanwendt tot andere doeleinden dan die voor dewelke zij werd opgericht, of die, ten slotte, zich aan zware overtreding schuldig maakt van hare statuten, van de wet of van de openbare orde, wordt, op vordering van een lid, van een belanghebbende derde of van het Openbaar Ministerie, door de rechterlijke macht onthouden.

Bij een verzoek tot ontbinding kan de rechtbank zich echter bepalen tot

de l'association, se borner à prononcer l'annulation de l'acte incriminé.

Le jugement qui prononcera l'annulation d'une association sans but lucratif sera susceptible d'appel.

Toute décision judiciaire prononçant la dissolution d'une association sans but lucratif devra être publiée au *Moniteur*.

ART. 15.

L'assemblée générale ne pourra prononcer la dissolution de l'association qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

La liquidation s'opérera dans ce cas par les soins d'un liquidateur ou de liquidateurs qui exercent leurs fonctions soit par application des statuts, soit en vertu d'une résolution de l'assemblée générale, soit à défaut, en vertu d'une décision de justice rendue à la requête de tout intéressé.

Les résolutions de l'assemblée générale relatives à la dissolution de l'association, aux conditions de la liquidation et à la désignation des liquidateurs seront publiées au *Moniteur*, ainsi que les noms, professions et adresses des liquidateurs. Ceux-ci devront avertir individuellement les créanciers et ayants droit pour qu'ils puissent faire valoir leurs réclamations en temps utile.

Seront également publiées au *Moniteur* les décisions de justice nommant des liquidateurs.

ART. 16.

En cas de dissolution volontaire d'une association sans but lucratif, ses

de nietigverklaring der aangeklaagde akte.

Van elk vonnis, waarbij de ontbinding eener vereeniging zonder winstgevend doel wordt uitgesproken, kan in hooger beroep gegaan worden.

Elke gerechtelijke beslissing, waarbij de ontbinding eener vereeniging zonder winstgevend doel wordt uitgesproken, moet door het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

ART. 15.

De algemeene vergadering kan slechts bij meerderheid van twee derden der aanwezige leden tot de ontbinding der vereeniging besluiten.

In dit geval geschiedt de vereffening door een of meer vereffenaars, die daarmee worden belast hetzij door toepassing der statuten, hetzij krachtens een besluit der algemeene vergadering, hetzij, bij gebreke daarvan, krachtens op eene verzoek van een belanghebbende uitgesproken gerechtelijke beslissing.

De besluiten der algemeene vergadering betreffende de ontbinding der vereeniging, de voorwaarden der vereffening en de benoeming der vereffenaars, alsmede de namen met beroep en woonplaats, van die vereffenaars, worden door het *Staatsblad* bekendgemaakt. De vereffenaars moeten de schuldeischers en rechthebbenden elk in het bijzonder verwittigen opdat zij hunne eischen tijdig zouden kunnen doen gelden. De gerechtelijke beslissingen waarbij de vereffenaars worden benoemd, worden eveneens door het *Staatsblad* bekendgemaakt.

ART. 16.

In geval van vrijwillige ontbinding eener vereeniging zonder winstgevend

biens devront recevoir la destination prévue par les statuts. Si les statuts sont muets à cet égard, l'assemblée règlera, sous l'approbation du Gouvernement, l'affectation des biens. En cas d'inaction de l'assemblée générale, où s'il y a désaccord entre elle et le Gouvernement, celui-ci donnera aux biens une destination se rapprochant autant que possible du but en vue duquel l'association a été constituée.

Il ne pourra être fait emploi de l'actif qu'après l'acquittement du passif.

ART. 17.

En cas de dissolution judiciaire d'une association sans but lucratif le Tribunal désignera un ou des liquidateurs qui, après l'acquittement du passif, détermineront sous l'approbation du Gouvernement, la destination des biens. Cette détermination sera celle que prévoient les statuts. Dans le cas de silence des statuts, le Gouvernement donnera aux biens une affectation qui se rapprochera autant que possible de l'objet en vue duquel l'association a été créée.

TITRE II.

Des établissements d'utilité publique.

ART. 18.

Toute personne peut, moyennant l'approbation du Gouvernement, affecter par un acte authentique, tout ou partie de ses biens à la création d'un

doel, moet aan hare goederen de door de statuten voorziene bestemming gegeven worden. Wordt daarvan in de statuten geen gewag gemaakt, dan wordt de bestemming der goederen, onder nadere goedkeuring der Regeering, door de algemeene vergadering geregeld. Neemt de algemeene vergadering geene beslissing of is de Regeering het met haar niet eens, dan geeft de Regeering aan de goederen eene bestemming, die zooveel mogelijk overeenstemt met het doel voor hetwelk de vereeniging werd gesticht.

Van het actief kan slechts gebruik gemaakt worden na vereffening van het passief.

ART. 17.

Wordt eene vereeniging door den rechter onthouden, dan stelt de rechtbank een of meer vereffenaars aan die, na vereffening van het passief, de bestemming der goederen vaststellen onder nadere goedkeuring der Regeering. Die bestemming kan geen andere zijn dan die welke door de statuten wordt voorzien. Zwijgen de statuten dienaangaande, dan geeft de Regeering aan de goederen eene bestemming die zooveel mogelijk overeenkomt met het doel voor hetwelk de vereeniging werd gesticht.

TITEL II.

Instellingen van openbaar nut.

ART. 18.

Elk persoon mag, mits nadere goedkeuring door de Regeering, al zijne goederen of een deel daarvan, bij authentieke akte bestemmen voor het

établissement d'utilité publique doué de la personnalité civile.

Est réputée institution d'utilité publique toute institution qui, à l'exclusion de la poursuite d'un gain matériel tend à la réalisation d'une œuvre d'un caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique.

ART. 19.

La validité de toute donation authentique faite en vue de créer un établissement d'utilité publique et communiquée au Gouvernement aux fins d'approbation ne pourra être contestée par les héritiers et ayant cause du donateur.

Si la création de l'établissement d'utilité publique résulte d'un acte de dernière volonté, le testateur pourra désigner un exécuteur testamentaire ayant la saisine, chargé de réaliser ses intentions et, à défaut d'exécuteur testamentaire, ou en cas d'inaction de celui-ci, un arrêté royal prescrira les mesures nécessaires à l'exécution du testament.

En cas d'approbation par le Gouvernement, et sauf la volonté contraire du fondateur, les droits de l'établissement d'utilité publique remonteront soit au jour où l'acte de fondation aura été communiqué au Gouvernement, soit au jour du décès du fondateur.

ART. 20.

La personnalité civile ne sera conférée à une institution que si ses sta-

oprichten eener instelling van openbaar nut, die rechtspersoonlijkheid geniet.

Instelling van openbaar nut wordt geacht elke instelling die, met uitsluiting van stoffelijk winstbejag, de verwezenlijking nastreeft van een werk op gebied van philanthropie, godsdienst, wetenschap, kunst, opvoedkunde.

ART. 19.

De erfgenamen en de rechtverkrijgenden van den begiftiger kunnen de geldigheid niet betwisten van eene met het oog op het stichten eener instelling van openbaar nut gedane schenking, die aan de Regeering ter goedkeuring is voorgelegd.

Indien de oprichting eener instelling van openbaar nut het gevolg is eener beschikking bij uitersten wil, kan de erfflater een testamentuitvoerder met bezitrecht benoemen, dewelke met de uitvoering zijner inzichten is belast, en bij gebreke van een testamentuitvoerder of wanneer deze niet optreedt, worden, bij koninklijk besluit, de noodige maatregelen voorgeschreven ter uitvoering van het testament.

Indien de schenking door de Regeering wordt goedgekeurd, gelden, behalve wanneer de stichter er anders over beschikt, de rechten der instelling van openbaar nut hetzij vanaf den dag waarop de stichtingsakte aan de Regeering werd overgemaakt, hetzij vanaf den dag waarop de stichter overleden is.

ART. 20.

Aan eene instelling wordt slechts rechtspersoonlijkheid verleend indien

tuts sont approuvés par le Gouvernement.

Les statuts doivent nécessairement mentionner :

1. L'objet ou les objets en vue desquels l'institution est créée.

2. Le siège de l'institution, lequel doit nécessairement se trouver en Belgique.

3. Les noms, professions et domiciles des administrateurs, ainsi que le mode, selon lequel de nouveaux administrateurs seront désignés ultérieurement.

4. La destination des biens au cas où l'institution viendrait à disparaître. Ils sont publiés au *Moniteur*.

Est également publiée au *Moniteur* toute nomination, démission ou révocation d'un administrateur.

A moins d'un accord entre le Gouvernement et la majorité des administrateurs en fonctions, les statuts d'un établissement d'utilité publique ne pourront être modifiés que par la loi.

ART. 21.

Les statuts d'un établissement d'utilité publique pourront décider que les administrateurs qui cessent d'exercer leur mandat seront remplacés par les soins des administrateurs demeurés en fonctions, ou encore que les administrateurs seront, en cas de vacance, désignés soit par une autorité publique, soit par des particuliers, soit par une ou des collectivités de particuliers, dans les conditions que les statuts spécifient.

hare statuten door de Regeering goedgekeurd zijn.

De statuten moeten noodzakelijk bepalen :

1. Het doel of de doeleinden waarvoor de instelling is opgericht.

2. De plaats waar de instelling haar zetel heeft; deze moet noodzakelijk in België zijn.

3. De naam, met beroep en woonplaats, der beheerders, alsmede de wijze waarop nieuwe beheerders in het vervolg zullen benoemd worden.

4. De bestemming der goederen in geval de instelling ophoudt te bestaan.

De statuten worden door het *Staatsblad* bekendgemaakt.

Elke benoeming, aftreding of afzetting van een beheerder wordt insgelijks door het *Staatsblad* bekendgemaakt.

Behalve wanneer de Regeering en de meerderheid der fungeerende beheerders het eens zijn, kunnen de statuten eener instelling van openbaar nut slechts door de wet gewijzigd worden.

ART. 21.

De statuten eener instelling van openbaar nut kunnen bepalen dat in de vervanging van beheerders, die ophouden hun mandaat te vervullen, door de nog fungeerende beheerders wordt voorzien, of dat, in geval van vacature, de beheerders, 't zij door een openbaar bestuur, 't zij door particulieren, 't zij door eene of meer collectiviteiten van particulieren, in de door de statuten gestelde voorwaarden, worden benoemd.

ART. 22.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique sont tenus de communiquer au Gouvernement dans les deux premiers mois de l'année, le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Le compte et le budget devront être publiés au *Moniteur*.

ART. 23.

Toute libéralité entre vifs et testamentaire adressée à un établissement d'utilité publique doit être autorisée par le Gouvernement.

ART. 24.

Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique ont les pouvoirs qui leurs sont conférés par les statuts. Ils représentent l'établissement dans les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Les biens de l'établissement répondent des engagements contractés en son nom.

ART. 25.

L'établissement d'utilité publique est civilement responsable des actes et omissions qui sont imputables soit à ses préposés, soit à ceux qui personnifient l'œuvre en vue de laquelle l'institution a été créée.

ART. 26.

Le Gouvernement veille à ce que les biens d'un établissement d'utilité publique soient affectés à l'objet pour

ART. 22.

Binnen de eerste twee maanden van elk jaar dienen de beheerders eener instelling van openbaar nut de rekening en verantwoording over het verlopen dienstjaar en de begrooting voor het volgend dienstjaar ter kennis van de Regeering te brengen.

De rekening en verantwoording en de begrooting moeten door het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

ART. 23.

Voor elke schenking onder de leventen en bij uiterste wilsbeschikking ten bate eener instelling van openbaar nut moet door de Regeering machtiging worden verleend.

ART. 24.

De beheerders eener instelling van openbaar nut hebben de bevoegdheden, die hun door de statuten worden toegekend. Zij vertegenwoordigen de instelling bij gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

De goederen der instelling blijven borg voor de in haar naam aangegane verbintenissen.

ART. 25.

Eene instelling van openbaar nut is burgerlijk verantwoordelijk voor de daden en verzuimen die ten laste kunnen gelegd worden van de door haar aangeselde personen, of van degene die het werk belichamen voor hetwelk de instelling werd opgericht.

ART. 26.

De Regeering ziet na dat de goederen eener instelling van openbaar nut gebruikt worden voor het doel waar-

lequel l'institution a été créée. Si les biens sont détournés de leur destination, si les administrations font preuve de négligence ou d'impéritie, s'ils ne remplissent pas les obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les statuts, s'ils disposent des biens de l'institution pour des fins contraires à l'ordre public, le Ministère public doit provoquer la destitution, par une décision du pouvoir judiciaire, des administrateurs en défaut.

De nouveaux administrateurs seront alors désignés en conformité des statuts ou si le Tribunal le décide ainsi, par les soins du Gouvernement.

ART. 27.

Si le Gouvernement estime que l'établissement d'utilité publique est incapable de rendre à l'avenir les services pour lesquels il a été institué, il peut inviter le Ministère public à poursuivre, devant le pouvoir judiciaire, la dissolution de l'institution. Si cette dissolution est prononcée, le juge nommera un ou des liquidateurs qui, après paiement du passif donneront aux biens la destination prévue par les statuts. Si la chose ne peut se faire, les liquidateurs à ce autorisés par la Justice remettront les biens au Gouvernement, qui leur donnera une destination se rapprochant autant que possible, de l'objet en vue duquel l'institution a été créée.

ART. 28.

Tous jugemens prononcés en vertu des articles 26 et 27 seront susceptibles d'appel.

voor de instelling is opgericht. Worden de goederen niet gebruikt voor het doel waartoe zij bestemd zijn, geven de beheerders blijk van nalatigheid en onverschilligheid, komen zij de verplichtingen niet na, die hun door de wet of de statuten worden opgelegd, wenden zij de goederen der instelling voor doeleinden aan, die met de Openbare orde in strijd zijn, dan moet het Openbaar Ministerie, door eene beslissing der rechterlijke macht, de afzetting der schuldige beheerders uitlokken.

Nieuwe beheerders worden alsdan in overeenstemming met de statuten of, indien de rechtbank aldus beslist, door de Regeering aangewezen.

ART. 27.

Is de Regeering van oordeel dat eene instelling van openbaar nut niet in staat is om verder nog de diensten te bewijzen waarvoor zij opgericht werd, dan kan zij het Openbaar Ministerie verzoeken de ontbinding der instelling vóór de rechtbank te vervolgen. Wordt de ontbinding uitgesproken, dan benoemt de rechter een of meer vereffenaars die, na afbetaling der schulden, aan de goederen de door de statuten voorziene bestemming geven. Is dit niet mogelijk, dan doen de vereffenaars, door den rechter daartoe gemachtigd, de goederen over aan de Regeering, die er eene bestemming aan geeft, welke zooveel mogelijk overeenkomt met het doel voor hetwelk de instelling opgericht werd.

ART. 28.

Van alle krachtens de artikelen 26 en 27 uitgesproken vonnissen kan in hooger beroep worden gegaan.

ART. 29.

En cas d'omission des publications prescrites par la loi, l'établissement d'utilité publique ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté d'en faire état contre lui.

TITRE III.**Dispositions fiscales.****ART. 30.**

Il est établi une taxe annuelle sur la valeur brute des biens corporels, meubles et immeubles situés en Belgique et de tous les biens incorporels possédés par les établissements d'utilité publique et par les associations sans but lucratif jouissant de la personification civile.

N'entrent pas dans la composition de la masse des biens imposables :

a) Les intérêts, les termes de rente, les loyers et fermages et, plus généralement, les fruits civils de toute nature ainsi que les cotisations et souscriptions annuelles, dus et non capitalisés;

b) Les fruits naturels, perçus ou non;

c) Les provisions de toute nature, susceptibles d'être considérées comme représentant des revenus.

Sont soumis à la taxe, les établissements et associations susvisés qui possèdent la personification civile au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

ART. 31.

La taxe est fixée à cinquante centimes par 100 francs sans fraction.

ART. 29.

Wanneer de door de wet voorgeschreven bekendmakingen niet werden gedaan, kan de instelling van openbaar nut zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden, die echter wel gerechtigd zijn haar tegenover de instelling in te roepen.

TITEL III.**Fiscale bepalingen****ART. 30.**

Eene jaarlijksche belasting wordt geheven op de bruto-waarde van de roerende en onroerende lichamelijke goederen, gelegen in België, en van alle onlichamelijke goederen welke eigendom zijn van de instellingen van openbaar nut en van de vereenigingen zonder winstgevend doel, die rechtspersoonlijkheid genieten.

Maken geen deel uit van de gezamenlijke belastbare goederen :

a) De interesten, de rentetermijnen, de huur- en pachtgelden en, meer in 't algemeen, de burgerlijke vruchten van allen aard, alsmede de jaarlijksche bijdragen en inschrijvingen, die nog verschuldigd zijn en niet gekapitaliseerd;

b) De ingeogste of niet ingeogste natuurlijke vruchten;

c) Voorraad van elken aard die geacht kan worden inkomsten te vertegenwoordigen.

Zijn de belasting verschuldigd : de hoogerbedoelde instellingen en vereenigingen die, op 1^{en} Januari van het jaar der heffing, rechtspersoonlijkheid genieten.

ART. 31.

De belasting is bepaald op vijftig centiem per 100 frank, zonder breuk.

ART. 32.

Elle est liquidée sur la valeur vénale des biens.

Sont applicables à la taxe établie par la présente loi, les dispositions de l'article 11, litt. C et D de la loi du 27 décembre 1817 et les dispositions des n^{os} 2 et 3 de l'article 15 de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 33.

Le paiement de la taxe est effectué dans les trois premiers mois de chaque année, au bureau des droits de succession du siège de l'établissement ou de l'association, sur la remise d'une déclaration rédigée dans la forme prescrite par l'article 16, litt. A § V et litt. D de la loi du 11 octobre 1919, et faisant connaître la consistance et la valeur des biens à la date du 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Sont applicables à cette déclaration, les dispositions de l'article 17 de la loi précitée du 11 octobre 1919.

ART. 34.

Si la taxe n'est pas payée dans le délai fixé par l'article 33, l'intérêt légal au taux réglé pour la matière civile est exigible de plein droit, à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Il est encouru, en outre, une amende de 50 francs par semaine de retard, toute semaine commencée étant considérée comme complète, si la déclaration, dont il est question à l'article précédent, n'est pas déposée dans le délai imparti.

ART. 32.

Zij wordt verrekend op de verkoopwaarde der goederen.

Op de door deze wet opgelegde belasting zijn toepasselijk de bepalingen van artikel 11, litt. C en D der wet van 27 December 1817 en de bepalingen der n^{os} 2 en 3 van artikel 15 der wet van 11 October 1919.

ART. 33.

De betaling van de belasting geschiedt binnen de eerste drie maand van elk jaar, ten kantore voor successierechten van den zetel der instelling of der vereeniging, onder inlevering van eene in den door artikel 16, litt. A § V en litt. D der wet van 11 October 1919 voorgeschreven vorm opgemaakte aangifte, die den toestand en de waarde vermeldt der goederen op 1^{en} Januari van het aanslagjaar.

De bepalingen van artikel 17 van voornoemde wet van 11 October 1919 zijn op die aangifte toepasselijk

ART. 34.

Is de belasting niet betaald binnen den bij artikel 33 bepaalden termijn, dan kan de wettelijke interest berekend volgens den voor de burgerlijke zaken bepaalden maatstaf, van rechtswege gevorderd worden, te rekenen van den dag waarop de betaling had moeten geschieden.

Bovendien wordt, zoo de in voorgaand artikel bedoelde aangifte niet binnen den voorzien en termijn werd ingediend, eene geldboete van 50 frank geheven voor elke week vertraging, waarbij elke begonnen week als volle week geldt.

ART. 35.

En cas d'omission de biens ou d'insuffisance d'estimation constatée dans la déclaration souscrite pour l'assiette de l'impôt, il est encouru une amende égale au droit éludé.

ART. 36.

Les insuffisances d'évaluation peuvent être établies pour les biens meubles comme pour les biens immeubles par la voie de l'expertise, suivant le mode et dans les formes prescrites par la loi du 17 décembre 1851.

La connaissance du fond et de la forme de l'expertise est réservée au tribunal de première instance dans le ressort duquel l'établissement ou l'association a son siège.

ART. 37.

Sont applicables à la taxe établie par la présente loi :

1^o Les articles 18 et 22 de la loi du 17 décembre 1851 et l'article 11 de celle du 11 octobre 1919 ;

2^o Les dispositions des dites lois, de la loi du 27 décembre 1817 et de celle du 30 août 1915, relatives au privilège et à l'hypothèque légale du Trésor, aux prescriptions, à la restitution ainsi qu'aux poursuites et instances ;

3^o Les dispositions de l'article 42, 3^e alinéa, de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 38.

Le présent titre entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1921. En conséquence, la taxe annuelle sera acquittée pour la

ART. 35.

Bij verzuim in de opgave der goederen, of indien onderschatting wordt vastgesteld in de voor den grondslag der belasting onderteekende aangifte, wordt eene geldboete geheven, die gelijk is aan het ontdoken recht.

ART. 36.

Het feit der onderschatting kan, zoowel voor de roerende als voor de onroerende goederen, worden vastgesteld bij een onderzoek door deskundigen, op de wijze en in den vorm, voorgeschreven door de wet van 17 December 1851.

Van inhoud en vorm van het onderzoek door deskundigen neemt kennis de rechtbank van eersten aanleg in wier gebied de instelling of de vereeniging haar zetel heeft.

ART. 37.

Op de bij deze wet vastgestelde belasting zijn toepasselijk :

1^o De artt. 18 en 22 der wet van 17 December 1851 en artikel 11 der wet van 11 October 1919 ;

2^o De bepalingen van voornoemde wetten, der wet van 27 December 1817 en van die van 30 Augustus 1913 betreffende het voorrecht en de wettelijke hypotheek der Schatkist, de verjaring, de teruggave, alsmede vervolging en aanleg ;

3^o De bepalingen van artikel 42, 3^e lid, der wet van 11 October 1919.

ART. 38.

Deze titel wordt van kracht op 1 Januari 1921. Bijgevolg moet de jaarlijksche belasting voor de eerste

première fois dans les trois premiers mois de l'année 1921.

ART. 39.

Les biens corporels meubles et immeubles qui seront affectés aux services d'établissements d'utilité publique ou d'associations sans but lucratif à la date où la personnification civile leur sera acquise, pourront leur être transférés par les personnes auxquelles ils appartiennent, à l'abri des droits proportionnels d'enregistrement et de transcription, si le transfert a lieu dans les deux années de ladite date.

Quant aux biens susvisés qui sont affectés aux services d'associations sans but lucratif possédant actuellement la personnalité civile et qui appartiennent à des tiers, leur transmission aux dites associations jouira des mêmes immunités fiscales, si elle est effectuée dans les deux années de la présente loi au *Moniteur*.

Les honoraires proportionnels dus aux notaires du chef des actes relatifs aux transmissions dont il s'agit aux deux alinéas qui précèdent, sont réduits à 25 p. c. du tarif légal.

ART. 40.

La déclaration visée à l'article 33 ci-avant est exempte du timbre et de la formalité de l'enregistrement.

maal binnen de eerste drie maanden van het jaar 1921 worden voldaan.

ART. 39.

De roerende en onroerende lichamelijke goederen, die voor den dienst van instellingen van openbaar nut of van vereenigingen zonder winstgevend doel gebruikt worden op den datum dat deze inrichtingen rechtspersoonlijkheid verkrijgen, kunnen aan deze laatste door de personen, aan wie zij toebehooren, overdragen worden, zonder dat de evenredige registratië- en overschrijvingsrechten moeten worden voldaan, mits de overdracht binnen twee jaar na voornoemden datum plaats hebbe.

Wat hoogerbedoelde goederen betreft, die gebruikt worden voor den dienst van thans rechtspersoonlijkheid genietende vereenigingen zonder winstgevend doel, en die aan derden toebehooren, hunne overdracht aan voornoemde vereenigingen geniet hetzelfde voorrecht van fiscale vrijstelling, indien zij geschiedt binnen twee jaar na de bekendmaking dezer wet door het *Staatsblad*.

Voor de akten, die op de in de twee voorgaande paragrafen bedoelde overdrachten betrekking hebben, zijn de evenredige honoraria der notarissen verminderd tot 25 t. h. van het wettelijk tarief.

ART. 40.

De in bovenstaande artikel 33 bedoelde aangifte is vrij van zegel- en registratierecht.

Donné à Laeken, le 19 juin 1920.

Gegeven te Laken, de 19ⁿ Juni
1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.
